

Travailleurs de tous les pays, construisons la IVe Internationale !

Le CRI des travailleurs

Journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste)

N°7. Septembre 2003. Prix : 0,60 €. Prix de soutien : 1 €.

*PRÈS DE TROIS MOIS APRÈS LA MONTÉE VERS LA GRÈVE GÉNÉRALE
TRAHIE PAR LES APPAREILS CGT, FO et FSU*

L'HEURE EST AU BILAN, À LA PRÉPARATION DES LUTTES À VENIR, À L'ORGANISATION POLITIQUE DES TRAVAILLEURS

AU SOMMAIRE :

Qui sommes-nous ? (p. 2) ; **France : Une nouvelle phase de la lutte de classe : l'heure est à l'organisation politique des travailleurs** (p. 3-8) ; **Canicule : la culpabilité des gouvernements** (p. 9-10) ; **Licenciements : Quelle orientation politique pour les empêcher ?** (p. 10-12) ; « **Sans-papiers** » : *Une lutte du mouvement ouvrier* (p. 12-13) ; **L'ONU : Une institution-clé de l'impérialisme (I)** (p. 14-16) ; **Afrique : Comment le joug impérialiste empêche le développement économique et social** (p.16-18) ; **Histoire : Problèmes de la révolution chinoise, III : De l'écrasement de la deuxième révolution (1927) à la victoire de la troisième (1949)** (p. 18-20)

Qui sommes-nous ?

Le Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste), constitué sur la base du « Programme CRI » (lisible sur notre site <http://groupecri.free.fr>), entend être **une organisation de combat pratique et théorique, intervenant dans la lutte des classes** pour aider à la mobilisation et à l'organisation politiques du prolétariat, de la jeunesse révoltée et de tous les opprimés, et pour contribuer à la reconstitution de leur conscience communiste révolutionnaire internationaliste.

Il entend aider à cette lutte de classe dans la mesure de ses moyens, en montrant, à chaque étape, que la satisfaction des revendications ouvrières et populaires, l'aspiration des masses à vivre dans des conditions décentes, leur aspiration à la dignité, au bien-être et au bonheur, se heurtent constamment à la logique même d'un mode de production barbare, **le mode de production capitaliste, qu'il ne s'agit pas de réformer ou d'« humaniser », mais de détruire.** Car celui-ci, avec ses firmes multinationales assoiffées de profit et ses États impérialistes et oppresseurs, réduit des masses toujours plus nombreuses à la guerre, à la misère, au chômage, aux épidémies et à la déchéance, condamne la plupart des hommes et des femmes à l'exploitation, à l'oppression, à l'aliénation, au dénuement et à l'ignorance, et menace l'avenir même de notre planète. Pourtant, grâce aux progrès de la productivité, de la technique, de la science et de la connaissance en général, **un autre monde est plus que jamais possible**, un monde où tous ces maux soient à jamais éradiqués, un monde où les êtres humains ne subiront plus le joug d'un mode de production fondé sur le profit, où ils ne subiront pas davantage la monstrueuse dictature stalinienne des pays soi-disant « socialistes » du XXe siècle, mais où ils deviendront maîtres de leur propre destin, après s'être appropriés collectivement les moyens de production et d'échange, qu'ils géreront eux-mêmes dans le cadre de leurs conseils et dans le but de la satisfaction des besoins de tous.

Dans l'objectif de **l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes**, le Groupe CRI cherche, à tout moment, à aider la prolétariat, la jeunesse révoltée et tous les opprimés à définir leurs revendications et leurs aspirations sociales et politiques de la manière la plus claire possible, afin de les aider à ne compter que sur eux-mêmes, donc sur l'unité de leurs rangs et sur leur propre organisation politique indépendante, et non sur les patrons, les gouvernements, les États, les institutions internationales du capital, les démagogues et les bureaucrates de tout poil. Il entend les aider à trouver par leur propre expérience pratique le chemin vers le programme de la révolution communiste.

Un tel combat exige la **construction d'une Internationale communiste révolutionnaire, la IVe Internationale**, assurant théoriquement et pratiquement la continuité du communisme révolutionnaire qui s'est développé au sein de la Ière Internationale, animée notamment par Marx et Engels, au sein de la IIe Internationale avant sa dégénérescence réformiste, ses trahisons contre-révolutionnaires et sa transformation en appareil bourgeois, et au sein la IIIe Internationale, l'Internationale communiste fondée notamment par Lénine et Trotsky, avant sa dégénérescence stalinienne contre-révolutionnaire.

Le Groupe CRI est né du constat que la IVe Internationale, fondée par Léon Trotsky en 1938, n'avait jamais été construite, bien que, depuis près de soixante-dix ans, dans des dizaines de pays, des centaines de groupes et d'organisations et des dizaines de milliers de militants s'y soient employés, méritant comme tels tout notre respect, quels que soient les erreurs, les faiblesses et les fautes plus ou moins graves qu'on peut leur reprocher. Au-delà des circonstances objectives, en particulier de la toute-puissance despotique des règnes stalinien et social-démocrate sur le mouvement ouvrier pendant des décennies, **toutes les organisations qui se sont réclamées du combat pour la IVe Internationale, ont été incapables de la construire.**

Qui plus est, tout en maintenant à leur manière, sous une forme ou sous une autre, une certaine « continuité déformée » du communisme révolutionnaire internationaliste, les organisations actuelles, dirigées et encadrées par la génération des « soixante-huitards », parfois sous l'autorité étouffante d'un « patriarche » devenu trotskyste dans les années 1930-1940, sont devenues au fil des ans des **organisations de plus en plus centristes (opportunistes et/ou sectaires)**, leurs directions respectives s'étant cristallisées en micro-appareils bureaucratiques, persuadés d'être les seuls détenteurs de la vérité, souvent despotiques en interne et aujourd'hui sclérosés de manière vraisemblablement irréversible. Tel est le cas en particulier, pour nous en tenir aux organisations les plus connues dans ce pays, de la direction centriste droitiste (opportuniste-réformiste) de la « Quatrième Internationale-Secrétariat Unifié » (la L.C.R. en France), de la direction centriste trade-unioniste (para-syndicale) et « démocratiste » de la « Quatrième Internationale » dite « lambertiste » (en France, le C.C.I., auquel se réduit pratiquement le P.T.), et de la direction centriste sectaire-attentiste de l'« Union Communiste Internationaliste » (L.O.).

C'est pourquoi, sans se tromper d'ennemi (l'ennemi principal est la bourgeoisie, ses États et ses partis de droite comme de gauche, à commencer par les partis soi-disant « socialistes » et « communistes »), le Groupe CRI **considère les différentes directions centristes comme des obstacles à la construction de la IVe Internationale**, contre lesquels il lutte politiquement à l'intérieur même du camp prolétarien, dans le respect des principes intangibles de la libre discussion et de la démocratie ouvrière, et tout en œuvrant de toutes ses forces — contrairement à ces mêmes directions centristes — au combat unitaire des organisations ouvrières dès que c'est possible (front unique ouvrier). Conscient que les centaines de militants communistes révolutionnaires authentiques de ces organisations centristes ne sauraient être identifiés avec les micro-appareils qui les dirigent, et qu'ils seront tout au contraire nombreux à participer tôt ou tard à la recomposition inévitable des forces qui construiront réellement la IVe Internationale, le Groupe CRI entend ainsi aider ces militants, comme les travailleurs en général et en particulier les jeunes, à comprendre la nature des vieux appareils centristes cristallisés, afin de contribuer dans la mesure de ses moyens à la construction du parti communiste révolutionnaire internationaliste dont nous avons tous plus que jamais besoin pour notre lutte de classe.

Le CRI des travailleurs est le journal mensuel du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste).

Numéro ISSN : en cours.

Tirage du n°5-6 (numéro double spécial, juin-juillet 2003) : 180 exemplaires (le prix de vente est le prix coûtant).

Contacts : 06 64 91 49 63 ou groupecri@free.fr — Site Internet : <http://groupecri.free.fr>

Comité de rédaction : Marius Barberousse, Laura Fonteyn, Paul Lanvin, Antoni Mivani, Nina Pradier, Frédéric Traille, Ludovic Wolfgang (responsable légal). Sauf indication contraire (tribunes libres), les articles rédigés et signés par un membre du comité de rédaction sont le produit d'une élaboration collective et expriment la position de l'ensemble du comité de rédaction.

FRANCE

POUR PRÉPARER LES LUTTES À VENIR, L'HEURE EST À L'ORGANISATION POLITIQUE DES TRAVAILLEURS

Il est peu probable que nous nous trompions en disant que, avec la présente rentrée scolaire, une nouvelle période s'ouvre, qui sera manifestement caractérisée par une pause relative dans l'affrontement de classe ouvert entre les travailleurs salariés et le gouvernement Chirac-Raffarin. Plus de deux mois après la trahison par les dirigeants syndicaux CGT, FO, FSU et UNSA (sans parler évidemment de la CFDT) de la puissante montée vers la grève générale de mai-juin 2003 (cf. *notre numéro spécial de bilan de juin-juillet*), les deux camps reprennent leurs souffles et font leurs comptes. Ainsi se referme la phase ascendante du cycle de la lutte de classe qui s'était ouverte en janvier avec le « non » des électriciens et gaziers lors du référendum organisé par la direction d'EDF-GDF et la direction de la CGT majoritaire dans l'entreprise pour cautionner la casse de leur système de retraites ; cette phase ascendante s'est développée ensuite avec la lutte contre la guerre en Irak, elle a culminé avec la mobilisation de millions de travailleurs au printemps et elle s'est refermée cet été avec la grève des intermittents du spectacle, dont la puissance s'est nourrie du mouvement général de mai-juin, mais qui est restée isolée après la retombée de celui-ci, le début des vacances scolaires et le refus des dirigeants confédéraux d'apporter et d'organiser un réel soutien à cette lutte exemplaire.

Les travailleurs en lutte de mai-juin font une pause... et s'interrogent

Aujourd'hui, du côté des travailleurs qui ont combattu au printemps, l'heure est à l'amertume, au désarroi, mais aussi à l'interrogation. Malgré la force de leur mobilisation par la grève et les manifestations, les travailleurs, emmenés par ceux du secteur public et les enseignants en particulier, ont perdu leur combat contre Chirac-Raffarin, parce que les bureaucrates syndicaux ont refusé d'exiger le retrait pur et simple du plan Fillon, d'appeler à la grève générale et de la mener jusqu'à la victoire, jusqu'à la

capitulation du gouvernement qu'ils prétendent « légitime » depuis le soutien ouvert ou tacite qu'ils ont apporté à Chirac en avril-mai 2002. Le gouvernement, ravi d'avoir gagné cette bataille dont l'issue était pourtant si incertaine, a décidé de faire payer très cher aux personnels, en particulier à ceux de l'Éducation nationale, leurs longues semaines de grève, en utilisant toutes les ressources légales dont il dispose, avec la complicité des dirigeants syndicaux, à commencer par ceux de la FSU « revendiquant » (d'ailleurs en vain) le prélèvement des (seules) journées de grève effectivement accomplies, à l'exclusion des week-end et jours de congé...

Et ce ne sont pas les tentatives dérisoires de LO, de la LCR, de SUD et des soi-disant « coordinations » pour « relancer » le mouvement avec leurs seuls petits bras musclés qui y changera quelque chose : un mouvement de masse ne se décrète pas, et les « avant-gardes » auto-proclamées prétendant remettre au goût du jour l'idée « anarchisante » de l'étincelle, du coup d'éclat ou de l'« exemple » pour « électriser » les travailleurs sans tenir compte de leur état d'esprit réel, ne font une fois de plus que couvrir en réalité les appareils bureaucratiques des organisations syndicales. En effet, ils sèment l'illusion qu'il serait possible de provoquer une contre-offensive d'ensemble du monde du travail en passant par dessus la tête de ceux qui, malgré leur trahison, malgré leurs capitulations constantes, gardent la confiance de la fraction majoritaire des travailleurs organisés, en particulier de ces centaines de milliers de salariés qui ont répondu présents en mai-juin en arborant leurs banderoles, pancartes et badges marqués « CGT » et « FSU ».

Les militants d'avant-garde politiquement organisés constatent tout au contraire que les travailleurs ont besoin de comprendre ce qui s'est passé au printemps avant et afin de repartir au combat. C'est pourquoi la principale tâche de l'heure est de les aider à faire le point, à aller jusqu'au bout de leurs interrogations sur les raisons de l'échec de leur mobilisation,

sur le rôle traître décisif des dirigeants de leurs propres syndicats, et d'en tirer les conclusions politiques qui s'imposent : chasser les bureaucrates pour se réapproprier leurs syndicats et surtout s'organiser politiquement en construisant les noyaux politiques qui pourront former la base du parti communiste révolutionnaire internationaliste dont la classe ouvrière a besoin pour préparer ses luttes en cours et à venir contre le patronat et le gouvernement.

Le gouvernement savoure sa victoire, mais mesure son impopularité

Du côté du gouvernement, la discussion et l'adoption par le Parlement de la réforme contre les retraites se sont accompagnées, dans la foulée, à la faveur de cette victoire et de la période estivale, d'une série d'autres mesures régressives : décision du transfert de la gestion de 90 000 personnels non-enseignants de l'Éducation nationale aux collectivités locales à la rentrée 2004, déremboursement total de 84 médicaments et interdiction pour les médecins d'en prescrire plus de cinq sur les ordonnances des malades âgés de plus de 70 ans, agrément de l'accord MEDEF-CFDT contre le régime d'assurance chômage des intermittents du spectacle, baisse du taux de rémunération de l'épargne populaire (livret A), non-renouvellement du contrat des « emplois-jeunes » et organisation délibérée du manque de surveillants et d'enseignants titulaires pour la rentrée scolaire (absence de listes complémentaires aux concours de recrutement, réduction du nombre de titularisations des contractuels par concours réservé), etc...

Cependant, le gouvernement n'en a pas moins une très claire conscience des conditions qui lui ont permis de vaincre au printemps, et qui font que sa victoire sur ces différents points ne signifie en aucun cas pour lui un regain de puissance : il sait parfaitement qu'il n'a vaincu ni par sa propre force (il n'oublie pas les circonstances bien particulières qui avaient permis son « élection » en

2002), ni à cause d'une quelconque faiblesse intrinsèque de la mobilisation des travailleurs (ceux du privé n'attendant que l'appel syndical à la grève générale pour rejoindre leurs collègues du public), mais uniquement grâce à l'allégeance que lui ont manifestée les Thibault, Blondel et autres Aschieri. À cela s'ajoutent les événements de l'été, ces incendies gigantesques dans le midi et surtout la canicule meurtrière, qui ont mis en évidence, aux yeux de la population, la responsabilité politique majeure, la culpabilité flagrante de ce gouvernement et de ses prédécesseurs : tous ont organisé depuis des années et des années le manque de moyens et de personnels aussi bien pour lutter contre les incendies que pour venir en aide aux malades et aux personnes âgées, les assister à domicile et les hospitaliser dans de bonnes conditions (*sur ce point, cf. l'article suivant de Nina Pradier*). Il en résulte que ce gouvernement, qui sait combien ses bases ont déjà été sérieusement ébranlées par la puissance du mouvement du printemps, est plus impopulaire que jamais, comme en témoigne même la chute de la très officielle « cote de popularité » de Chirac et de Raffarin ; le fait que ce dernier ait été copieusement sifflé et hué par le public du Stade de France lors de son allocution d'ouverture du championnat du monde d'athlétisme, le 23 août, l'a d'ailleurs rappelé dans un contexte où nul ne s'y attendait particulièrement...

Pour Chirac-Raffarin, il s'agit désormais d'être extrêmement prudents avant les élections, de jeter du lest...

Dès lors, il s'agit pour ce gouvernement, dans les prochains mois, d'éviter tout risque d'un nouvel affrontement majeur qui, cette fois, pourrait lui être fatal, et de ne pas risquer non plus de perdre les prochaines élections régionales et européennes du printemps prochain, ce qui l'affaiblirait définitivement, en limitant sa capacité à mener jusqu'au bout les contre-réformes en cours et à venir (notamment celles de la régionalisation, de la Sécurité sociale, de l'école, de la formation professionnelle et la privatisation d'EDF-GDF), et pourrait même ouvrir une crise politique majeure dans le pays. Même s'il va bien évidemment continuer à donner des coups de griffes dans un certain nombre de

domaines, le gouvernement a donc parfaitement compris qu'il était vital pour lui d'être très prudent jusqu'au printemps prochain, et en tout cas de lâcher un peu de lest, voire de faire quelques concessions en cette rentrée :

- L'annonce du maintien de la décision de baisser les impôts (à hauteur de 2,2 milliards d'euros en 2004 pour les ménages, et 1,8 milliards pour les entreprises) a pour but de conserver ou de gagner les voies d'une partie significative des contribuables les plus aisés (cela concerne 15 millions de ménages en France), notamment ceux qui constituent la base électorale de l'UMP. Or elle est d'autant plus significative que, en cette période de très fort ralentissement de la croissance économique française (+ 0,5% seulement sur l'année 2003, selon les prévisions, alors que le gouvernement avait tablé à l'origine sur 2,5%), cette mesure, censée aider à la reprise de la croissance par la consommation privée (qui stagne cette année), va en réalité favoriser en priorité l'épargne et l'investissement et, dans l'immédiat, va encore aggraver le déficit public de la France. Or celui-ci est déjà bien au-delà des plafonds fixés par le Traité de Maastricht (il atteint 4% du PIB, au lieu des 3% autorisés), Raffarin ayant dû aller demander à la Commission de Bruxelles de bien vouloir tenir compte des circonstances et du court terme, c'est-à-dire en clair de la nécessité de limiter la dégradation de la conjoncture économique et de ne pas prendre le risque de décevoir les électeurs avant le printemps prochain. Autrement dit, Raffarin a parfaitement compris que la priorité pour son gouvernement était de se maintenir au pouvoir pour mener à bien ses contre-réformes fondamentales, quitte à s'attirer dans l'immédiat les foudres de la Banque centrale européenne et les remontrances pré-électorales des secteurs les plus maastrichtiens de la bourgeoisie française (UDF, Giscard) ;

- Sans parler de son effet d'annonce démagogique et largement excessif, la revalorisation des minima salariaux le 1^{er} juillet, certes différenciée, n'en est pas moins significative, garantissant un maintien, voire un gain de pouvoir d'achat salarial compte tenu de l'inflation : pour près d'un smicard sur deux (ceux qui travaillent 39 heures et ceux qui sont aux 35 heures payés 35, soit 1 100 000 salariés en tout), l'augmentation du taux horaire du salaire minimum atteint 5,3% pour

l'année ; pour les autres, la revalorisation du SMIC s'échelonne entre 1,6% (soit le taux de l'inflation) et 3,2% selon la date du passage aux 35 heures dans leur entreprise. Le gouvernement entend ainsi ne pas entraver une éventuelle reprise de la croissance par une nouvelle baisse de la consommation ; en outre, continuant de jouer sur la division du public et du privé, il espère manifestement que ces quelques miettes concédées avant tout aux salariés du privé lui éviteront d'aggraver encore leur situation et d'en subir au printemps prochain les conséquences électorales ;

- L'annonce du renoncement à la décision de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux dès le budget 2004 (ce qui ne signifie pas qu'un certain nombre de postes ne seront pas supprimés), contrairement à ce qui avait été proclamé au printemps, est le signe d'une volonté manifeste de donner du grain à moudre aux chefs syndicaux soucieux de justifier qu'ils ne font rien en faisant croire qu'ils servent du moins à quelque chose ;

- L'annonce, à la veille de la rentrée scolaire, du déblocage de 80 millions d'euros de crédits supplémentaires pour l'Éducation nationale, consacrés essentiellement au recrutement de 4 000 postes d'« assistants d'éducation », montre combien Raffarin craint une reprise de la mobilisation des enseignants — même si cette mesure, qui n'est d'ailleurs pas encore effective, ne suffira pas à compenser la très forte diminution du nombre global de personnes chargées d'encadrer les élèves par rapport à l'an passé : si, en effet, les 20 000 « aides éducateurs » en fin de contrat « emploi jeune » (c'est-à-dire licenciés) sont remplacés par 20 000 « assistants d'éducation », ce n'est pas le cas en revanche pour les 5600 postes supprimés de MI-SE (surveillants fonctionnaires) et pour les postes laissés vacants suite à la démission de ceux qui ont trouvé ailleurs un meilleur emploi (notamment par l'admission à des concours) ;

- L'annonce, suite à la canicule, d'une prime pour les personnels hospitaliers, vise à apaiser leur colère et à désamorcer les risques de mobilisation de ce secteur qui, après la catastrophe de cet été, pourrait bien être le prochain à montrer l'exemple à toute la classe ouvrière ;

- Le recul partiel du ministre de Robien, qui a suspendu sa décision de diminuer drastiquement l'allocation-logement pour les jeunes et les

étudiants en particulier, quelques semaines après l'avoir décidée, témoigne de la crainte d'une mobilisation des étudiants, dont les conséquences sont toujours imprévisibles — tout en donnant du grain à moudre au « syndicat » étudiant officiel, à quelques semaines de la rentrée et d'un certain nombre d'élections universitaires importantes ;

• Enfin et surtout, l'annonce du report de la réforme sur la Sécurité sociale à l'an prochain, alors qu'elle avait été initialement prévue pour cet automne, traduit la crainte du gouvernement de s'engager dans une nouvelle épreuve de force avec l'ensemble des salariés ;

... et de mener de nouvelles « concertations » avec les syndicats

Mais le souci principal du gouvernement est de renouer le « dialogue social » avec les dirigeants syndicaux qui n'avaient pas signé l'accord Fillon-CFDT sur les retraites, afin de s'assurer non plus seulement de leur soutien tacite, comme en mai-juin, mais de leur participation encore plus directe à l'élaboration des prochaines contre-réformes. Or les dirigeants syndicaux ne peuvent pour le moment lui apporter un tel soutien de manière trop évidente car, après ce qui s'est passé en mai-juin, leur rôle traître risquerait de devenir trop flagrant aux yeux de centaines de milliers de syndiqués. Il s'agit donc pour le gouvernement et les bureaucrates syndicaux de ne pas se précipiter, mais d'ouvrir de vastes « concertations ».

Ainsi, le 24 juillet, clôturant la session parlementaire, Raffarin a-t-il déclaré expressément à la presse : « *Je ne vois pas la réforme de la santé, je ne vois pas la réforme de l'énergie sans la CGT, sans Force ouvrière, sans toutes les organisations qui voudront participer autour de la table* », avant d'annoncer de « *grands débats qui vont être lancés sur la santé pour sauver l'avenir de la Sécurité sociale, le grand débat sur l'école (...) qui devra fonder une loi d'orientation, à partir d'un diagnostic partagé* ». En ce qui concerne la Sécurité sociale, le grand battage médiatique sur le fameux « trou » a immédiatement recommencé pour préparer l'opinion à l'ouverture de « négociations » avec les syndicats en vue d'élaborer une « réforme » que tous ces gens-là (gouvernement, médias et bureaucrates syndicaux) vont nous présenter comme aussi

« nécessaire » que celle des retraites. Pour EDF-GDF, dont les travailleurs ont montré leur détermination à résister en janvier et de nouveau en mai-juin, le Premier ministre a même ajouté sans détours, suite à la question d'un journaliste, qu'il attendait le congrès de la fédération CGT de l'énergie, prévu pour octobre, et les élections professionnelles, qui suivront en novembre, pour recommencer le « dialogue social avec les partenaires sociaux ainsi stabilisés », qui lui permettra de « maintenir le cap », c'est-à-dire de prendre toutes les mesures devant conduire à la privatisation... Quant à la formation professionnelle, Raffarin a recouru au chantage pour exiger des « partenaires sociaux » qu'ils accélèrent leurs négociations et parviennent à un accord avant « la fin du mois de septembre », menaçant, dans le cas contraire, de passer en force « par la voie législative ». Enfin, en ce qui concerne l'Éducation nationale, l'annonce d'un « grand débat national » sur l'école devant durer toute l'année scolaire, afin de préparer une nouvelle réforme « concertée » qui ne serait pas décidée avant le « deuxième semestre 2004 », (c'est-à-dire après les élections du printemps) a suffi, comme d'habitude, pour qu'Aschieri, secrétaire général de la FSU, réponde positivement à cette main tendue, allant jusqu'à y voir « le résultat de notre mobilisation » et le « début de la prise en compte de nos problèmes » (*sic*) ; de fait, les syndicats de la FSU, notamment le SNES (enseignants du secondaire) et le SNUIPP (instituteurs), tout en dénonçant les conditions souvent désastreuses de la rentrée scolaire et en faisant semblant d'appeler à des assemblées générales, ont prévenu clairement qu'ils n'avaient aucunement l'intention d'engager un réel combat contre Raffarin-Ferry.

La gauche plurielle essaie de se remettre sur les rails... électoraux

Du côté de la « gauche plurielle », après le succès du rassemblement « altermondialiste » du Larzac, qui a vu se réunir plus de 200 000 personnes en plein cœur du mois d'août, les Verts, le PS et le PCF, qui n'ont toujours pas réussi à sortir la tête de l'eau depuis le 21 avril 2002, ont décidé de se remettre à la pêche aux voix, en prévision des élections régionales et européennes de 2004.

Les Verts

Chez les Verts, dont l'université d'été a été dominée par la question du mouvement « altermondialiste » et les élections, les coutumières attaques personnelles et autres misérables empoignades petites-bourgeoises n'ont pas permis de trancher la seule question qui semblait les intéresser : faire alliance avec le PS, au risque de perdre encore un peu plus toute identité, ou aller seuls aux urnes, au risque de perdre tous leurs élus, étant donné les nouvelles modalités de scrutin décidées par la majorité UMP (il est désormais nécessaire d'obtenir 10% des voix exprimées pour avoir des élus).

Le PS

Deux axes semblent se dégager de l'université d'été que le PS a tenue fin août pour établir sa stratégie des prochains mois : d'une part, tenter de reconquérir les enseignants, car, selon Fabius, « nous avons perdu des dizaines de milliers d'électeurs dans les milieux éducatifs »¹, Mélenchon parlant même d'une « distance insupportable » entre le PS et les enseignants qui, de fait, avaient massivement voté en avril 2002 pour Chevènement, Mamère ou Besancenot ; d'autre part, se tourner vers le mouvement altermondialiste : Bernard Cassen et Jacques Mikonoff, respectivement ancien et actuel présidents d'ATTAC, étaient ainsi les principaux invités de l'université d'été du PS. Recevant le message 5 sur 5, Nikonoff avait d'ailleurs renvoyé l'ascenseur dès le 18 août en s'efforçant de dissiper dans *Libération* « une image 'gauchiste' qui semble marquer » le mouvement « altermondialiste », d'autant plus que celui-ci — « et particulièrement ATTAC — est devenu (la) bête noire [de] deux formations d'extrême gauche (PT et LO) ». En un mot, Nikonoff avait tenu à prévenir, avant même l'université d'été du PS, qu'il ne faudrait surtout pas croire que le mouvement « altermondialiste » serait si « radical » qu'il ne soit pas récupérable par le PS...

Certes, certains cadres du PS se souviennent de l'accueil plutôt glacial, et souvent violent, que leur réservent systématiquement les manifestants anti-mondialisation, comme en juin dernier à Évian ou même cet été au Larzac ; ainsi Jean Excoffier a-t-il

¹ Cette citation et les suivantes sont extraites de *Libération* du 31 août.

déclaré, à leur sujet : « *Avec ses camarades-là, nous ne sommes pas dans le même monde. Ils nous haïssent* »... Cependant, la direction du PS comprend le risque qu'il y aurait pour elle si elle ne parvenait pas à gagner les voix d'une partie significative des « altermondialistes », quitte à « gauchir » un peu son discours. Et elle s'inquiète tout particulièrement de la concurrence électorale que représentent désormais LO et la LCR pour les partis de l'ex-gauche plurielle.

Il fut donc décidé d'organiser tout un « atelier » de l'université d'été rien que pour « *répondre à l'extrême gauche* ». Et cette réponse est claire : il s'agit de dissocier le bon grain « altermondialiste » de l'ivraie d'extrême gauche qui le contamine... La « gauche » du PS, la tendance « Nouveau Parti socialiste » de Montebourg, a bien essayé de plaider contre « *l'enfermement* » dans une ligne « gauche plurielle » classique et pour le dialogue « *sans exclusive* » à gauche ; mais la direction du PS a tranché le débat de manière définitive, en affirmant que « *l'extrême gauche conduit à l'impuissance* », qu'« *il ne faut pas remplacer les chars soviétiques par la bicyclette de Besancenot* » (dixit Emmanuelli) et qu'il faut même carrément « *ne pas lui parler* » (Bartolone).

Mais encore ? Le PS a-t-il un programme politique à proposer ? En fait, toute l'université d'été a été consacrée à quelques critiques formelles de la politique du gouvernement et surtout, une fois encore, à des questions électorales, nouveau bilan d'avril 2002 et préparation du printemps 2004. Il est donc clair que le PS se dispose pour essayer de garder le maximum de postes aux prochaines élections, mais il n'a absolument aucun projet politique alternatif à proposer : allant jusqu'au bout de son appel à voter Chirac en avril 2002 et de sa reconnaissance de la « légitimité » du gouvernement (qui ne fait que poursuivre, fût-ce en l'aggravant, la politique menée par la « gauche » pendant cinq ans), il n'a manifestement aucunement l'intention de se battre pour le pouvoir avant les élections présidentielles et législatives de 2007...

Le PCF

Le PCF, dont sont membres le président Jacques Nikonoff et une bonne partie des autres dirigeants et

des cadres d'ATTAC, s'engage toujours davantage dans le mouvement « altermondialiste » et se prononce pour « *une autre Europe, un autre monde* ». Un tel slogan ne brille pas par la précision, mais au moins beaucoup peuvent s'y reconnaître ! De fait, dans son discours du 21 août à Dives-sur-Mer, la secrétaire nationale, Marie-Georges Buffet, a essayé de ratisser large : « *J'étais, a-t-elle dit, dans les manifs pour la paix, avec les ouvriers de Métaeurop, pour les retraites, contre la décentralisation, avec les urgentistes, avec les sans-papiers, à Porto Alegre, à Florence, au Larzac, à Annemasse. J'ai participé à des dizaines de Forums organisés par les communistes où des hommes et des femmes de sensibilités différentes, socialistes, communistes, écologistes, d'extrême gauche débattent, confrontent leur point de vue pour battre la droite et pour construire une perspective, et à chaque fois, de chaque rassemblement, de chaque initiative, j'en ressors avec beaucoup de volonté d'en découdre avec tous les fauteurs des souffrances, des gâchis provoqués par la politique libérale et le système capitaliste.* » Bien sûr, toute ressemblance avec l'accélération d'une tentative de récupération du mouvement « altermondialiste » ou d'un début de campagne électorale serait purement fortuite : « *N'en déplaise à certains, a cependant tenu à préciser M.-G. Buffet à l'attention des sceptiques, les communistes en étant de tous ces mouvements ne courent après personne, ne flattent personne, ils sont tout simplement de ceux et celles, avec ceux et celles qui veulent changer leur vie, la vie, ils sont tout simplement communistes* ». Ouf, pareils « communistes », cela nous rassure !

Mais alors, que veut le PCF ? « *Je ne souhaite pas la division* », a déclaré l'ancienne ministre « gauche plurielle » de Chirac, « *je veux le rassemblement des énergies anti-libérales* ». En fait, le PCF se prépare manifestement à refaire le coup de la « gauche plurielle », mais avec un piment « antilibéral » et « altermondialiste » ; or c'est justement là... l'objet de discussion centrale du PS en ce moment, comme nous l'avons vu : nul doute que toute la montagne du bavardage de Buffet accouchera de la souris d'une alliance électorale avec le PS, ce qui est précisément la seule solution pour que le PCF, laminé en 2002, à peine visible comme parti en mai-juin, puisse

espérer conserver quelques sièges régionaux et européens. Si le PCF s'engage à corps perdu dans le mouvement altermondialiste, c'est donc non seulement pour essayer de continuer à exister comme parti, mais encore pour peser dans la balance des négociations électorales avec le PS, qui est évidemment en position de force (il avait réussi à limiter la casse aux législatives de 2002 et peut sans doute profiter le mieux, parmi les composantes de l'ex-gauche plurielle, du discrédit qui atteint le gouvernement Raffarin). C'est pourquoi le PCF tient en particulier une place désormais centrale dans ATTAC et dans la préparation du « forum social européen » prévu cet automne à Saint-Denis (ville dont le maire, Patrick Braouezec, est membre du PCF), sous les auspices de l'Union européenne et de l'Élysée, qui apportent à eux deux une partie essentielle du budget (*nous y reviendrons dans notre prochain numéro*)...

Enfin, M.-G. Buffet en appelle, toujours dans son discours de Dives-sur-Mer, à « *un monde différent car chacun-ne s'en sent comptable lorsque l'organisation des Nations unies est frappée au cœur* [allusion à l'attentat de Bagdad contre le quartier général de l'ONU, NDR], *lorsque la violence prend le pas sur la volonté démocratique et de paix.* » Ainsi, le « monde différent » dont rêve le PCF serait un monde où l'on s'agenouillerait devant ce repaire de voyous impérialistes qu'est l'ONU (cf. à ce sujet l'article de Paul Lanvin dans le présent numéro), cette ONU qui, rappelons-le, avec son ignoble embargo contre l'Irak à partir de 1991, a tué 1,5 millions de personnes de plus que l'attentat perpétré contre ses représentants le 19 août dernier par des résistants irakiens (quoi que l'on pense par ailleurs de l'idéologie et des méthodes de ces derniers)¹. En somme,

¹ Voici l'ignoble communiqué d'allégeance onusienne pondu par M.-G. Buffet après l'attentat du 19 août : « *Cet attentat contre la représentation de l'Onu à Bagdad, qui a fait de nombreuses victimes, dont, semble-t-il, le représentant du Secrétaire général, Sergio Vieira de Mello, doit être condamné avec la plus grande fermeté. S'en prendre dans les conditions présente aux Nations Unies est non seulement criminel mais insensé. Il s'agit tout au contraire de renforcer l'autorité, la responsabilité, la légitimité de l'ONU pour un règlement politique en Irak, et pour rendre au peuple irakien enfin la totale souveraineté sur son destin et ses ressources, conformément au droit international. Je tiens à réaffirmer*

un « monde différent » pas si différent de celui où nous vivons, et où les amis irakiens du PCF, les dirigeants du parti communiste irakien, participent en ce moment même — au nom de la paix et de la démocratie, évidemment — au « conseil de gouvernement » fantoche que l'impérialisme américain a mis en place en rassemblant à grand-peine la totalité de ses suppôts irakiens de toutes tendances, afin de disposer d'une caution « nationale » et d'un valet collaborationniste. Et il est indéniable que la participation de Hamid Majid Moussa, secrétaire général du PC irakien, est une pièce maîtresse du dispositif de l'impérialisme américain, soucieux de donner de donner une caution « de gauche » à son occupation de l'Irak¹.

L'extrême gauche n'a aucune perspective politique à proposer

Et l'extrême gauche ? Nous avons montré dans notre précédent numéro comment LO, la LCR et le PT avaient à la fois contribué à animer, à une échelle sans précédent pour eux, le mouvement de mai-juin, et couvert chacun à sa manière la politique des appareils syndicaux. Que font-ils depuis, que proposent-ils ?

LO

Depuis le printemps, LO a troqué son pessimisme coutumier contre un optimisme béat. Elle continue ainsi de croire et de clamer sur tous les tons que le mouvement de mai-juin n'est pas terminé, qu'il se poursuit au contraire. Les éditoriaux du journal de l'été nous ont annoncé chaque semaine que ça allait reprendre, ou que ça pourrait bien reprendre, et alors attention, Raffarin et Seillière allaient voir ce qu'il allaient voir. Dans l'enseignement, depuis la fin août, les militants de LO se sont dépensés sans compter pour continuer à faire vivre de manière artificielle les fameuses « coordinations », où il n'y a désormais plus personne qu'eux-mêmes et les militants de SUD et de la CNT — avec qui, évidemment, les tensions se multiplient. On y propose des dizaines d'« actions » plus « spectaculaires » les unes que les autres, au cours desquelles on scande,

auprès du Secrétaire général [de l'ONU, NDR] dans ce dramatique moment la solidarité du PCF avec les victimes et leur famille ainsi que notre soutien à l'organisation internationale. »

¹ Cf. la déclaration de ce parti pour justifier sa participation sur son site <http://www.iraqpc.org/french/>

des mots d'ordre de plus en plus rrrrrradicaux, dans l'espoir que les masses finiront bien par suivre... Bref, la dépolitisation de LO continue, et l'incapacité à tirer les leçons du mouvement de mai-juin, d'apprécier l'état d'esprit des masses et de faire quelque proposition politique concrète que ce soit est à son comble.

Reste une perspective : celle des prochaines élections régionales et européennes, qui deviendront à n'en pas douter dans les prochains mois la préoccupation principale de LO, et qui donnent lieu aujourd'hui à des négociations avec la LCR. Le résultat de celles-ci est largement prévisible, malgré les conditions que LO entend imposer : l'alliance avec la LCR est la seule solution non seulement pour que LO puisse espérer progresser en voix et garder des élus (avec les retombées financières importantes que cela représente), mais aussi pour ne pas se retrouver complètement perdante, en particulier face à une LCR qui bénéficiera de toute façon de la médiatisation très poussée de Besancenot et de son engagement « altermondialiste » tous azimuts.

La LCR

Du côté de la LCR, justement, on aurait bien voulu éviter de se retrouver tout seul avec LO, mais le problème est que personne d'autre ne veut fréquenter excessivement cette organisation encore trop « radicale ». En particulier, le refus du PS de discuter avec l'extrême gauche politique a provoqué un fort mécontentement de la LCR, qui aurait tant voulu organiser cet automne une grande manifestation commune de « toute la gauche », en particulier avec le PS. En effet, comme Besancenot l'a expliqué au cours de l'université d'été de la LCR, « le mouvement social a besoin d'une victoire contre la droite, mais aussi d'un nouveau débouché politique à gauche »². C'est pourquoi la direction de la LCR a adressé cet été à « l'ensemble de la gauche sociale et politique une proposition d'action unitaire ». Ainsi, pour la LCR, le PS (dont la politique a certes été sévèrement critiquée par ailleurs), ATTAC et la LCR ne sont finalement que les différentes branches d'une même famille, « la gauche », qui devrait dépasser ses petites querelles et travailler ensemble ! Bien sûr, pour ces

² Cette citation et les suivantes sont extraites du journal *Libération* du 31 août, qui rend compte de cette réunion.

grands « communistes révolutionnaires », il s'agit là d'une tactique subtile : la proposition d'alliance avec le PS et les autres n'est pas un but en soi, mais elle vise à « donner au mouvement social un débouché politique qui soit autre chose que la gauche plurielle, et plus large que l'extrême gauche » ; cela, parce que le but ultime est le suivant : « Il faut que les militants les plus politisés se mobilisent pour construire un grand parti anticapitaliste. » En somme, toute une « stratégie »... En attendant, l'un des leitmotive préférés de la LCR est de faire des distinctions subtiles entre les « sociaux-libéraux » à la Strauss-Kahn et Fabius, d'une part, et les éléments plus fréquentables du PS, qu'il s'agirait en quelque sorte de ne pas abandonner à la droite de ce parti...

Or la fin de non-recevoir opposée par la direction du PS laisse la LCR désespérée. En effet, elle sait bien que, par ailleurs, « le PC est dans l'ultime phase de son agonie » et que les Verts sont « en train de pourrir sur pied » (dixit Christian Picquet). Et elle ne peut tout de même pas soutenir l'appel pour une « alternative à gauche », dit appel « Ramulaud », lancé et soutenu par des militants des Verts, du PC, de Nouveau Monde et des militants syndicalistes ou associatifs : manifester contre la fraction la plus droitière de la LCR, Daniel Bensaïd a martelé que « Ramulaud risque de provoquer de nouvelles déceptions en donnant l'illusion de convergences » ; d'autant, a-t-il ajouté, peut-être non sans un certain regret, qu'« il n'y aura pas de liste Ramulaud » aux élections...

Bref, aucune perspective ne s'offre réellement à la LCR pour constituer le fameux « bloc de radicalité » politique dont elle rêve, et au nom duquel elle essaie de justifier sa ligne opportuniste aux yeux de ses militants les plus dubitatifs... Comme l'a reconnu la députée européenne Roselyne Vachetta, « on ne voit pas aujourd'hui avec qui mener ce combat »... Reste donc LO, et elle seule. Bien sûr, la LCR en a critiqué le « splendide isolement » ; mais elle sait bien que LO ne peut réellement se permettre de rejeter les propositions d'alliance que la LCR lui a adressées en vue d'une liste commune aux prochaines élections... et qui seules permettront à la LCR de se présenter avec quelque chance de garder ses propres élus, et même de progresser en voix.

Le PT

Enfin, le PT s'engage toujours plus avant dans son combat pour « sauver » la République et la nation françaises qui seraient menacées de démantèlement par l'Union européenne, sur ordre de l'impérialisme américain. Au lieu de combattre d'un point de vue prolétarien, donc dans une perspective socialiste, la régionalisation et l'Europe de Maastricht en tant qu'instruments du capital pour détruire les droits ouvriers, le PT en arrive à des positions de plus en plus républicaines-bourgeoises et même nationalistes. Par exemple, dans son journal *Informations ouvrières* n°600 (30 juillet), il justifie la nécessité de combattre les licenciements non pas par les intérêts de la classe ouvrière (qui, faut-il le rappeler, n'a pas en tant que telle de patrie), mais sur la ligne suivante, qui n'a plus rien à envier au « produisons français » du PCF des années 1970 : « *Un pays qui brade ses usines perd sa souveraineté. Notre combat pour l'unité contre les licenciements, le maintien de l'usine et des sites rejoint le combat pour l'unité et l'indivisibilité de la République.* » Autrement dit, c'est d'abord pour la défense de la « souveraineté » de la nation française, en un mot contre la concurrence étrangère (notamment américaine), qu'il faudrait se battre contre les licenciements, et non pour aider la classe ouvrière à lutter avant tout contre « sa » bourgeoisie française et son État, en lien avec les travailleurs de tous les pays. Dès lors, que propose le PT ? Au lieu d'utiliser ses positions syndicales pour que les confédérations engagent le combat contre la régionalisation et la décentralisation, pour la défense de l'égalité des droits et pour empêcher les licenciements, le PT organise tout seul, dans son coin, avec une poignée de maires

DRAME DE LA CANICULE : CE GOUVERNEMENT ET SES PRÉDÉCESSEURS SONT RESPONSABLES ET COUPABLES ! ORGANISATIONS OUVRIÈRES, EXIGEZ DANS L'UNITÉ UN PLAN D'URGENCE POUR LA SANTÉ PUBLIQUE !

La canicule du mois d'août aura donc tué entre 11 000 et 15 000 personnes, dont 80% étaient âgées de plus de 75 ans, mais aussi « *des personnes de moins de 60 ans, dont la majorité présentait déjà un problème de santé — trouble mental, diabète, obésité — ou prenait des médicaments tels des psychotropes* » (*Libération*, 31 août). Or la responsabilité et la

« républicains » ou chevénementistes « *ceints de leur écharpe tricolore* », sa petite manifestation annuelle le 20 septembre pour « *défendre la République et la démocratie* »...

À part cela, dans la vie de tous les jours, la direction du PT poursuit tranquillement sa ligne de couverture permanente des syndicalistes réformistes en général, et de la direction confédérale de Force ouvrière en particulier...

Construisons les noyaux politiques pour le parti communiste révolutionnaire ! Rejoignez le Groupe CRI !

Étant donné la situation de la lutte des classes deux mois et demi après la montée vers la grève générale de mai-juin, et face à l'incapacité des organisations du « trotskysme » national officiel (LO, LCR, CCI-PT) à avancer quelque perspective politique que ce soit, il est nécessaire de s'engager sur la voie de la construction d'un authentique parti communiste révolutionnaire internationaliste — dans un processus qui intégrera d'ailleurs certainement des centaines de militants qui se font encore actuellement des illusions sur la nature et la fonction des vieilles directions centristes sclérosées et bureaucratiques de LO, de la LCR et du CCI-PT. La tâche principale du moment est donc la constitution de noyaux politiques qui contribueront à poser les bases d'un tel parti.

C'est à cela que, à son échelle modeste, le Groupe CRI entend contribuer concrètement au cours des prochains mois. En ce qui le concerne plus particulièrement, l'heure est tout d'abord à l'organisation dans ses rangs, comme militants communistes révolutionnaires formés au marxisme, des sympathisants qu'il a acquis au

cours du premier semestre 2003 grâce aux analyses et propositions de son journal, *Le Cri des travailleurs* (dont près de 2000 numéros ont été vendus depuis le premier paru en février), grâce à son intervention politique autonome dans les syndicats, dans les assemblés générales contre la guerre en Irak, puis dans la lutte contre la réforme des retraites, et enfin grâce à sa tenue de réunions pour la formation marxiste de travailleurs et d'étudiants conscients qu'il n'y a pas d'action politique révolutionnaire sans théorie révolutionnaire. D'autre part, se distinguant radicalement, sur ce point comme sur les autres, de LO, de la LCR et du CCI-PT, le Groupe CRI estime que la construction des noyaux politiques pour le parti communiste révolutionnaire international suppose tout à la fois une rupture définitive avec la gangrène du sectarisme et de l'autoproclamation, et une intervention pratique, organisée et centralisée dans la lutte de classe, qui mette en avant de véritables mots d'ordre révolutionnaires de transition, et non une orientation opportuniste ou crypto-réformiste.

C'est pourquoi, en particulier, il multiplie autant que possible les contacts, réunions et discussions avec un certain nombre de militants révolutionnaires plus ou moins isolés, notamment certains de ceux qui ont été exclus à un moment ou à un autre des « maisons-mères » du « trotskysme » national, et surtout avec d'autres groupes révolutionnaires, tout particulièrement des groupes étrangers ou rattachés à des centres de liaison internationaux ayant rompu, ou étant en train de rompre, avec les organisations centristes sclérosées qui se réclament du trotskysme.

Ludovic Wolfgang

culpabilité du gouvernement dans l'ampleur de ce drame sont écrasantes, à la fois en raison de la révoltante désinvolture dont il a fait preuve par son absence, véritable refus d'intervenir quand il le fallait malgré les interpellations publiques des professionnels de la santé, et par la politique plus générale qu'il a menée contre la santé publique depuis son

arrivée au pouvoir, poursuivant et aggravant celle de ses prédécesseurs de droite comme de « gauche ».

En effet, quels sont les faits que Chirac-Raffarin-Mattéi essaient de cacher en faisant croire que les familles, les « systèmes d'alerte » et

quelques hauts fonctionnaires seraient les principaux responsables ?¹

• 50% des personnes décédées se trouvaient en maison de retraite, où le personnel est déjà en temps normal notoirement insuffisant (on compte 0,3 employé par personne âgée). Or le ministre Mattéi a gelé en janvier dernier 100 millions d'euros sur les 183 qui avaient été débloqués en 2001 pour aider les maisons de retraite (dont 85% relèvent du domaine public ou associatif), à embaucher et à se moderniser ; la vérité est donc que ce gouvernement avait donc sciemment décidé de sacrifier la santé de 680 000 personnes âgées, et de prendre le risque d'une catastrophe. Ces économies ne l'avaient d'ailleurs pas empêché de poursuivre dans la voie tracée par Jospin, dont le gouvernement avait décidé en 2001 d'aider financièrement non seulement les maisons de retraite sans but lucratif, mais aussi celles du secteur privé capitaliste, qui représentent 15%

¹ Nous pourrions faire une démonstration similaire sur la question des incendies de forêt. La presse s'est fait l'écho des plaintes des pompiers déplorant l'insuffisance incroyable de moyens humains et matériels, notamment aériens — même si, bien évidemment, elle a plus encore multiplié les dénonciations des « incendiaires », de concert avec le gouvernement qui essaie là encore de masquer ses responsabilités en faisant croire que ces malades mentaux sont les seuls coupables (et ne parlons pas ici du fait que les gouvernements successifs ferment les hôpitaux psychiatriques et réduisent les dépenses de santé dont l'augmentation permettrait pourtant certainement de cerner et de prendre en charge les vrais pyromanes avant qu'ils ne passent à l'acte). De leur côté, les personnels des Directions départementales de l'équipement (DDE) et de l'Office nationale des forêts (ONF) ne cessent eux aussi d'exiger, depuis des années, mais sans être entendus, l'augmentation de leurs effectifs, alors que les gouvernements successifs de l'État et les collectivités territoriales les diminuent au contraire. À cela s'ajoutent l'absence ou l'insuffisance, pour des raisons d'économies, des débroussaillages (d'où la rapidité de l'extension des feux), que ce soit de la part des communes — souvent asphyxiées financièrement à cause de la désertification rurale et de la politique dite de « décentralisation » (multiplication des charges qui reviennent aux communes) — ou de la part des riches propriétaires privés de terrains forestiers, qui ne craignent pas grand-chose tant les contrôles sont rares et les amendes dérisoires et qui dès lors, s'ils refusent ou s'ils ne sont pas capables de faire face à leurs obligations, mériteraient bien d'être expropriés sans indemnité ni rachat...

des lits, mais qui ne sont accessibles qu'aux plus riches (elles coûtent jusqu'à 4000 € par mois), les deux principales étant même cotées en Bourse (cf. *La Tribune*, 28 août 2003)...

• 20% des personnes décédées se trouvaient à l'hôpital. Or, là encore, ce gouvernement a refusé, comme son prédécesseur, de satisfaire les revendications des personnels. En mai dernier encore, les urgentistes étaient en grève pour plus de postes et un meilleur statut. L'insuffisance du nombre d'infirmières reste chronique en France, depuis la fermeture par Juppé en 1996 de nombreuses places dans les écoles spécialisées, le gouvernement Jospin refusant de revenir sur cette mesure jusqu'en 2000, date à laquelle la prévision d'une véritable catastrophe l'avait contraint à rouvrir quelques 2000 à 3000 places, nombre de toute façon insuffisant. En outre, 25% des embauches prévues par les accords de réduction du temps de travail n'ont toujours pas été réalisées, alors même que le nombre initialement prévu par le gouvernement Jospin et les syndicats signataires de l'accord était déjà loin de compenser le passage au 35 heures. Au lieu d'embaucher, le gouvernement et les syndicats avaient signé un accord, le 27 octobre 2002, pour que les personnels ne profitent pas de la réduction du temps de travail, mais se voient proposer l'alimentation d'un compte épargne-temps ou le « rachat » de leurs heures supplémentaires, au prix d'une élévation terrible de la productivité, du stress et de la fatigue.

• Enfin, 30% des personnes décédées se trouvaient chez elle. Or, là encore, comment ne pas constater la responsabilité écrasante du gouvernement ? En mars dernier, le ministre Mattéi a diminué le plafond de ressources nécessaire pour bénéficier d'une prise en charge à 100% par l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) mise en place le 1^{er} janvier 2002, le faisant passer brutalement de 949 à 623 € par mois (précisons que l'APA avait été instaurée par Jospin peu avant les élections, mais avec un fonds initial de financement tellement ridicule par rapport à la demande qu'il fut épuisé peu de mois après les échéances électorales qui l'avaient suscité, d'où un déficit de 1,2 milliard début 2003). Dès lors, n'est-il pas évident que des milliers de personnes âgées ont dû renoncer au printemps à tout ou partie

du suivi dont elles avaient besoin ? Là encore, la responsabilité particulière du gouvernement est donc flagrante, sans parler de l'insuffisance générale des moyens consacrés par l'État aux personnes âgées (en particulier aux 7 millions qui ont plus de 70 ans).

Selon le Groupe CRI, les organisations syndicales et politiques des travailleurs, au lieu de leurs jérémiades impuissantes qui révèlent leur refus d'affronter le gouvernement, doivent engager le combat unitaire pour exiger :

• **Plan d'urgence pour les hôpitaux publics et les maisons de retraite ! Augmentation des dépenses de santé à la hauteur des revendications des personnels : embauche d'infirmières, de médecins et de tous les personnels nécessaires avec le statut de fonctionnaire hospitalier ! Achat de tout le matériel jugé nécessaire par les personnels pour le fonctionnement optimal des établissements ! Amélioration générale de l'accueil des personnes âgées dans les maisons de retraite !**

• **35 heures hebdomadaires, respect du droit aux congés, abrogation de toutes les dispositions d'annualisation du temps de travail et d'aggravation de la flexibilité des personnels ! Diminution des gardes pour les médecins, respect des temps de repos réglementaires !**

• **Intégration des primes dans la rémunération statutaire, revalorisation des salaires pour tous les personnels des maisons de retraite et des hôpitaux !**

• **Ouverture de toutes les places nécessaires dans les écoles d'infirmières ! Abrogation du *numerus clausus* dans les études de médecine !**

• **Arrêt des subventions de l'État aux cliniques et maisons de retraite capitalistes, à commencer par celles qui sont cotées en Bourse ! Fonds publics aux établissements publics !**

• **Arrêt de la privatisation (restauration, entretien, sécurité) et retour au service public de tous les services privatisés, avec droit à l'intégration automatique dans le cadre de la Fonction publique ou le cas échéant à l'embauche sur contrat à durée indéterminée de droit public de tous les salariés français et étrangers surexploités par ces entreprises privées !**

• **Contrôle des comptes de tous les établissements par les assemblées générales de personnels et leurs délégués élus, mandatés et révocables !**

• **Remboursement à 100% par la Sécurité sociale des soins médicaux pour les personnes âgées ! Pour que le service public prenne en charge l'aide à domicile des personnes âgées (assistance quotidienne, travaux ménagers, etc.), ainsi que la formation et le recrutement des personnels compétents ! Élévation immédiate à 1500 euros mensuels du plafond nécessaire pour bénéficier d'une**

VOUS ÊTES TRAVAILLEUR, ÉTUDIANT, LYCÉEN, SYNDICALISTE, MILITANT ?
Vous vous retrouvez dans ce journal, vous voulez en discuter ?
ALORS CONTACTEZ-NOUS : 06 64 91 49 63 ou groupecri@free.fr

LICENCIEMENTS, SUPPRESSIONS DE POSTES : ORGANISATIONS OUVRIÈRES, VOUS AVEZ LES MOYENS D'AIDER LES TRAVAILLEURS À METTRE EN ÉCHEC CES PLANS PATRONAUX, FAITES-LE !

Du côté du patronat, on jubile évidemment de la victoire du gouvernement concernant les retraites, la diminution du montant de celles-ci ouvrant la voie au développement des fonds de pension en France, ce qui était d'ailleurs le but principal de la réforme. Et le MEDEF fait pression sur le gouvernement pour qu'il accélère sa politique de contre-réformes, notamment contre la Sécurité sociale, la formation professionnelle et l'école publique, et pour qu'il privatise les entreprises publiques, comme le préconisent ouvertement ses représentants UMP qui viennent de publier leur « *Rapport de la commission d'enquête parlementaire sur la gestion des entreprises publiques* ».

Avalanche de suppressions de postes et de licenciements

Mais surtout la très forte détérioration de la conjoncture économique dans la zone euro, France en tête, est la cause et le prétexte d'une baisse importante de la demande de travail. Il en résulte d'abord l'augmentation du chômage officiel depuis le début de l'année, même sans tenir compte de tous les travailleurs rayés des listes par l'ANPE sur ordre du gouvernement ; la France compte désormais 2 685 000 chômeurs selon le Bureau international du travail, soit 9,9 % de sa population active. Il en résulte en outre de nouveaux plans de restructuration et de licenciements. Ainsi, alors que les effectifs salariés n'avaient pas diminué en termes absolus en 2002 malgré le ralentissement de la croissance économique, le premier semestre 2003 a-t-il vu la destruction de 57 000 emplois salariés, notamment industriels, et cette détérioration devrait se poursuivre jusqu'en 2004, selon les prévisions des économistes.

De fait, chaque mois apporte son nouveau train de plans sociaux. En

2001, ce sont 1 053 plans sociaux qui ont ainsi été mis en place en France, et 1 086 en 2002. Selon *Le Parisien* du 12 août, « *les défaillances d'entreprises s'accroissent et ont même battu le record de 1999. Elles touchent désormais de grosses sociétés et menacent plus de 16 000 emplois. Paray Céramiques, Société Diva fruit, Reims Aviation... Le ralentissement économique, sensible depuis deux ans en France, s'est accompagné d'une hausse du chômage, d'une multiplication des plans sociaux, mais aussi d'une poussée de défaillances d'entreprises.* » En outre, on constate une aggravation de la situation des salariés jetés à la porte, avec une baisse du nombre de bénéficiaires des dispositifs d'« accompagnement » des restructurations (84 600 salariés en 2001, 25 000 en 2002). Les cellules de reclassement ont pris en charge 130 000 personnes en 2002 soit 53% des salariés touchés, contre 60% en 2001. 29% de ces salariés se sont retrouvés au chômage (24% en 2001).

Depuis l'affaire Metaleurop (Nord) au printemps (830 salariés sur le carreau, sans compter ceux des sous-traitants), les médias ont versé de grosses larmes de crocodiles en pestant contre les « patrons-voyous », comme ceux de Palace Parfums et de Vinilux ou encore contre celui de l'usine de chips Flodor de Péronne (Somme, 200 ouvriers) qui a voulu, fin août, profiter des vacances de « ses » salariés pour déménager les machines et mettre la clé sous la porte ; la vigilance des travailleurs, leur intervention par l'occupation de l'usine, n'ont pu que limiter les dégâts, évitant le déménagement d'une partie des machines et déclenchant une procédure judiciaire contre le patron ; mais celle-ci, qui concerne seulement la « méthode », ne pourra l'empêcher de fermer « son » usine, propriété privée oblige ! Les médias ont également parlé, mais sans s'en indigner cette fois (que voulez-vous,

ce sont les lois éternelles du sacro-saint marché... et surtout des encore plus sacro-saintes banques !), du cas des magasins Tati, entreprise qui a déposé le bilan, risque donc la liquidation, et vient d'obtenir un sursis de quatre mois du Tribunal de commerce de Paris qui l'a mise en « redressement judiciaire » ; c'est-à-dire que le sort des 1200 salariés (qui ont déjà subi des retards et des amputations de salaires) dépend désormais d'un éventuel repreneur ou d'un payeur des dettes de la famille Ouaki, dont les membres sont les principaux actionnaires. Certes pris à la gorge par les banques (d'autant plus qu'elles sont intéressées notamment par le parc immobilier que représente les immeubles Tati en plein cœur de Paris), ces gens-là s'en sortiront de toute façon toujours mieux que les salariés, grâce à tous les biens de luxe (villas, chevaux de course, etc.) que ces derniers leur ont permis d'acquérir à la sueur de leur front, avec la complicité notamment de la CFTC, syndicat majoritaire...

En revanche, les médias bourgeois nationaux ne s'intéressent pas à tous ces cas moins spectaculaires, mais non moins dramatiques pour les travailleurs et leur famille, que l'on trouve évoqués essentiellement dans la presse syndicale et dans les journaux « trotskystes »¹, comme par exemple la

¹ En ce qui concerne le traitement des plans de restructuration et de licenciement, la presse des organisations « trotskystes » se contente la plupart du temps de livrer des informations extrêmement partielles, en général déterminées par les liens de leurs militants avec les entreprises concernées, qui sont globalement peu nombreux. Certes, le journal du PT, *Informations ouvrières*, propose parfois une « liste des principaux plans sociaux », par exemple dans son numéro 604 du 27 août ; mais on trouve très peu d'informations précises sur les entreprises privées dans ce journal, qui ne s'intéresse en fait qu'aux établissements où des militants du PT interviennent avec des responsabilités syndicales — or cette

suppression de 1 678 emplois (701 en France et 977 en Espagne) chez le cigarettier Altadis, alors que les dirigeants de cette entreprise viennent de tripler leur rémunération (soit, pour le patron, 1,2 millions d'euros), ou encore la fermeture de l'usine STMicro Electronics de Rennes, entraînant le licenciement de 135 intérimaires et la mutation forcée des 470 salariés dans les autres usines françaises de ce groupe multinational qui emploie 43 000 personnes dans le monde (9 600 en France), et dont les bénéfices se sont montés à 429 millions de dollars en 2002 et à 160 millions au premier semestre 2003...

Le cas d'Alstom (ou encore celui de Giat-Industrie, autre soi-disant « fleuron » de l'économie française menacé par un plan de restructuration drastique) retient davantage l'attention des médias par le rôle que l'État joue dans son destin : le gouvernement, au moment même où il décidait de diminuer une fois de plus la part de l'État dans le capital de Renault (elle se réduit désormais à 15%) et de ne pas faire la moindre pression sur l'entreprise STMicroElectronics (dont il détient pourtant 17% du capital), a annoncé l'augmentation de sa part dans le capital d'Alstom à hauteur de 31%, prenant le risque, pour sauver l'entreprise française, de s'attirer les foudres de la Commission de Bruxelles, qui est en train de se casser la cervelle pour savoir si cette intervention doit être comprise comme une simple « aide à la restructuration », ou comme une entrave aux principes de la libre

organisation est très peu implantée dans les entreprises privées, l'écrasante majorité de ces militants étant des syndicalistes du secteur public. Le moins pauvre en informations sur les entreprises privées est le journal *Lutte ouvrière* (pages « dans les entreprises »), car cette organisation accorde (à juste titre) une attention particulière au prolétariat industriel ; mais il ne faut surtout pas y chercher la moindre proposition d'action, car cette organisation se contente de dénoncer et de se lamenter, en adoptant un point de vue plus moral que politique, et sans jamais proposer de revendications précises et de combats concrets. Enfin *Rouge*, l'hebdomadaire la LCR, n'a pas grand-chose à dire de concret sur les entreprises privées et leurs ouvriers — à la fois parce qu'elle aussi n'a pas beaucoup de militants dans le privé et peut-être également parce que les ouvriers victimes des plans de restructuration et de licenciements n'ont toujours pas compris l'intérêt qu'ils pourraient trouver à rejoindre les grandes kermesses du mouvement « altermondialiste », quand ils le connaissent...

concurrence... Quoi qu'il en soit, ce ne sont certainement pas les salariés d'Alstom qui peuvent être rassurés : le gouvernement n'intervient que pour payer une partie des dettes aux banquiers tout-puissants, et non pour empêcher les suppressions de postes et les fermetures de sites, la restructuration de la dette n'ayant pas d'autre but que la restructuration industrielle proprement dite (5172 postes sont menacés en Europe, dont 2184 en France, avec la fermeture de quatre usines).

De même, la récente intervention de l'État dans la faillite d'Air Littoral, qui menace 1000 salariés, consiste en un prêt d'argent public c'est-à-dire qu'il revient aux contribuables de payer les pots cassés d'opérations douteuses où le baron Seillière, président du MEDEF, a eu un rôle déterminant. Ce nouveau versement vient s'ajouter aux 60 millions d'euros de dette que cette entreprise avait contractée à l'égard de l'État et des collectivités territoriales du Midi, et qui ont été rayées de l'ardoise par la mise en liquidation judiciaire de la compagnie aérienne...

Pour lutter contre les licenciements et les suppressions d'emploi, seule une politique radicale peut être efficace. Il faut exiger des organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière qu'elles cessent leurs jérémiades et leur politique d'accompagnement des plans sociaux. Elles ont les moyens d'aider les travailleurs à se battre réellement, c'est même pour cela que la classe ouvrière les a édifiées. Le Groupe CRI estime qu'elles doivent lutter dans l'unité et par tous les moyens pour les mesures d'urgence suivantes :

• Grève avec occupation des usines et des locaux des entreprises qui licencient, jusqu'au retrait total des plans de licenciements ! Soutien complet et concret des fédérations à toutes les luttes locales !

• Constitution par les travailleurs de comités d'usines (de magasins, d'établissements...) pour imposer la publication et le contrôle des comptes des entreprises qui annoncent des plans de restructuration ou de licenciements ou qui déposent le bilan ! Chez Tati, par exemple, que la famille Ouaki rende des comptes sur ce qu'elle a fait de l'argent produit par les salariés ! Que ses villas, chevaux de course, etc., soient saisis pour renflouer l'entreprise !

• Non à la dictature des banques qui pillent les richesses produites par les travailleurs ! Levée du secret bancaire, contrôle des fonds bancaires par les comités des employés de banques ! Pas d'argent public pour les banques privées ! Pour l'expropriation des banques privées, la constitution d'une Banque d'État unique et un système de crédit public à bon marché !

• Dans le cas des petites et moyennes entreprises réellement en faillite, constitution de coopératives ouvrières sans patron pour les remettre en marche, organisation de la solidarité ouvrière par les syndicats et les organisations, exigence d'un prêt d'argent public gratuit ou à bon marché ! Contrôle ouvrier dans toutes les entreprises de la branche concernée !

• Nationalisation totale sous contrôle ouvrier des grandes entreprises d'envergure nationale qui vivent avec des fonds publics (capital ou prêts), comme Alstom, Giat-Industrie, Air littoral, etc. !

Nina Pradier

Erratum : Nous nous sommes aperçus que nous avons publié dans notre dernier numéro une information fautive. Nous avons écrit par erreur, page 4, note 1, que, en « décembre 1995, le congrès de la CGT avait décidé d'abandonner l'article 1^{er} des statuts confédéraux de 1895 donnant à la lutte syndicale l'objectif ultime de 'l'appropriation par les travailleurs des moyens de production et d'échange' ». En réalité, cette dernière expression ne figure pas dans les statuts de 1895, mais date de la révision apportée par le XXXVII^e Congrès réuni à Vitry en novembre 1969, l'article premier disant désormais plus exactement : « ... la CGT s'assigne pour but la suppression de l'exploitation capitaliste, notamment par la socialisation des moyens de production et d'échange ». Les statuts de septembre 1895 (congrès de fondation de la CGT à Limoges) disaient quant à eux, en leur article 2 : « La CGT a exclusivement pour objet d'unir, sur le terrain économique et dans des liens d'étroite solidarité, les travailleurs en lutte pour leur émancipation intégrale. » Le congrès de Montpellier en septembre 1902 (appelé par les historiens le « deuxième congrès constitutif de la CGT »), reformula cet article 2 en disant : « La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat. » Enfin, la motion connue sous le nom célèbre de « Charte d'Amiens » (adoptée par le congrès de 1906) « confirme » ce nouvel article 2 des statuts, qu'elle cite, et déclare à son sujet : « Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe, qui oppose sur le terrain économique les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière ; le Congrès précise, par les points suivants, cette affirmation théorique : Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste (...). » (L.W.)

« SANS-PAPIERS » : UN COMBAT POUR LES DROITS DÉMOCRATIQUES ET SOCIAUX QU'IL REVIENT À LA CLASSE OUVRIÈRE ET À SES ORGANISATIONS DE PRENDRE EN CHARGE

Sollicité pour signer la lettre-pétition suivante, le Groupe CRI a décidé de se joindre à cet appel, de le faire connaître et signer à ses sympathisants, aux lecteurs du Cri des travailleurs et dans les syndicats ou ses militants interviennent. Pour signer, écrivez à militant@le-militant.org et à groupecri@free.fr ou à Militant, 18 rue Victor Massi, 75009 Paris.

« Lettre ouverte à nos camarades du mouvement syndical

- Parce que c'est le manque de travail qui les a contraint à quitter leur pays

- Parce qu'ils sont ici des ouvriers dans le bâtiment, les travaux, le nettoyage, la restauration, l'aide aux personnes...

Nous disons que la lutte des ouvriers sans-papiers s'articule nécessairement à la lutte globale contre l'impérialisme ainsi que la précarisation et le morcellement du salariat ailleurs comme ici.

Nous disons donc que la question des sans-papiers est une part de la question générale du Travail et qu'elle concerne à ce titre tous les salariés.

Nous disons donc enfin que la question des ouvriers sans-papiers doit être pleinement prise en compte par les organisations syndicales :

- Par l'organisation des sans-papiers dans le cadre syndical

- Par la défense sans faille du principe 'à travail égal, salaire égal, statut égal'

- Par la revendication d'une régularisation générale et sans conditions avec la carte de 10 ans. »

Premiers signataires :

Dominique Cornet (SUD, à titre personnel), Raymond Debord (directeur du Militant), Safia Bakhti, Sabrina Ben Allel, Aïcha Fazouati, Roger Paturaud, Fousseny Traore (Association populaire d'entraide, comité de base foyer Rochebrune), Ouarda Yahï (Association populaire d'entraide), Souleymanne Coulibaly (APE, comité de base foyer Rochebrune),

Kalibe Tebe, Bandiougou Traore, Kade Drame, Birahima Konate, Dama Konate, Boika Traore, Konate Konate (Montreuil), Jacques Vigoureux (Paris 18e), Karim Lakjaa (SUD collectivités territoriales agglomération de Reims), Claude Monnier (Épinay-sur-Orge, retraité), Michel Duranton (syndiqué UFICT-CGT, Mairie de Reims), Michel Guillaudeau (conseiller municipal communiste de Reims), Vincent Prémey (secrétaire départemental FSU de l'Allier), Maïté Jean (institutrice, 68 Kingersheim), Patricia Bougon, Kamel Mouhoubi, Christine Salvat (psychologue, Paris 18e), Thomas Fromentin (Toulouse, étudiant salarié, Snes-sup), Julie Lauret-Schumann (Toulouse, professeur), Céline Andreux (Aubenas 07, salariée-étudiante), Daniel Romet (enseignant, syndiqué SNUTEFI, Ardèche), Alain Joffre (syndiqué SUD Education Ardèche), Aline Paillet (journaliste, élue pour la CGT à Radio France), Olivier Grosos (Donzère 26, éducateur), Franck Dhainaut (militant associatif), Pedro Carrasquedo (organisation La Commune), Daniel Piétri (conseiller municipal d'Alfortville), Francis Fourquin (président du Comité chômeurs et salariés d'Alfortville), Wladimir Susanj (responsable syndical, Archives nationales), Danielle Bleitrach (sociologue, écrivain, Marseille), Jacques Damiani (résistant déporté à Dachau, syndiqué CGT), François Ferrette (employé de bureau, SNASUB-FSU), Groupe CRI.

LEVÉE DES POURSUITES CONTRE ROMAIN BINAZON !

Romain Binazon, porte-parole de la « Coordination nationale des sans-papiers », a été arrêté par la police le dimanche 24 août 2003, à l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, dans l'avion qui devait le conduire au Bénin, pour s'être élevé contre le traitement inhumain que des policiers faisaient subir à deux Béninois sans-papiers sous le coup d'une procédure d'expulsion, menottés, attachés par les mains et par les pieds. Romain

Binazon s'est présenté, il a protesté contre ce traitement indigne et a demandé, conformément à la loi, la venue à bord d'un médecin et d'un représentant de la Croix-Rouge. Il a été expulsé de l'avion et tenu en garde à vue jusqu'à expiration du délai maximal. Inculpé pour « rébellion et provocation à la rébellion », il risque maintenant jusqu'à trois mois de prison et une forte amende.

Le Groupe CRI condamne ces violences policières, qui ne cessent de se multiplier en particulier contre les immigrés et les militants, il condamne la politique du gouvernement Chirac-Sarkozy qui, aggravant encore celle de ses prédécesseurs de droite comme de gauche, consiste à généraliser les contrôles policiers et à expulser le maximum de « sans-papiers », avec d'ailleurs une violence souvent terrible, comme l'a prouvé la mort de

deux immigrés expulsés de force en décembre 2002 et en janvier 2003.

Le Groupe CRI exige la levée des poursuites contre Romain Binazon.

Il appelle ses sympathisants et les lecteurs du Cri des travailleurs à participer au rassemblement pour exiger sa relaxe le jour de son procès :

**Mercredi 24 septembre,
à 13h, devant le Palais de
Justice de Bobigny**

POUR LES DROITS DES IMMIGRÉS !

On lira ci-dessous les extraits de notre « Projet de programme CRI » qui concernent les immigrés :

« (...) La police passe le plus clair de son temps d'intervention à terroriser les jeunes des banlieues (contrôle au faciès, provocations dans les cités...) et à expulser les immigrés. Elle est également sollicitée pour mâter les manifestants dès que ceux-ci insistent un peu pour négocier sur la base de leurs revendications. » (...)

« L'inégalité de développement entre les différents pays, inévitable sous le capitalisme, est devenue à l'époque de l'impérialisme particulièrement criante. Elle pousse des millions d'hommes, acculés dans leur propre pays à la misère la plus grande à tenter de s'en sortir en immigrant vers des pays plus riches. Or, dans ces pays, les immigrés et même leurs enfants sont traités comme des citoyens de seconde zone, quand ils ne sont pas traités *a priori* comme des délinquants. Des milliers sont renvoyés dans leur pays d'origine *manu militari* (même quand, ayant passé leur enfance dans le pays d'élection de leurs parents, ils n'ont aucun

lien avec ce prétendu 'pays d'origine'). Des millions sont contraints par les lois bourgeoises à une clandestinité qui les prive de tous droits et les livre à une exploitation maximale, quand ce n'est pas la prostitution. Même quand ils sont autorisés à séjourner, les travailleurs immigrés subissent une oppression spécifique en tant qu'étrangers, victimes du racisme, de la discrimination et de la privation des droits civiques. En outre, depuis le milieu des années 70, les gouvernements de 'droite' et de 'gauche' ont mis en place tout un arsenal législatif contre les travailleurs immigrés : lois remettant en cause le droit du sol, créant les centres de rétention administrative, instituant la 'double peine' ; refus de régulariser les travailleurs qui se retrouvent 'sans-papiers' à cause de ces lois ; expulsions massives ; mise en cause du droit d'asile...

« Le parti communiste révolutionnaire doit combattre contre les préjugés racistes, œuvrer à l'unité des travailleurs 'nationaux' et immigrés, qui constituent ensemble, dans chaque pays, une seule et même classe ouvrière. Aux tentatives de la bourgeoisie de briser l'unité de la classe

ouvrière en dressant des 'communautés' les unes contre les autres, notamment en fabriquant des ghettos urbains, en mettant en place des systèmes de quotas, fût-ce au nom d'une discrimination prétendument 'positive' — par exemple à l'école —, le parti communiste révolutionnaire internationaliste oppose la défense de l'égalité des citoyens devant la loi, la laïcité de l'École et de l'État et la revendication des mêmes droits pour les travailleurs étrangers résidents que pour les travailleurs 'nationaux' :

- Pour la naturalisation des étrangers vivant et travaillant dans le pays, s'ils le souhaitent ;

- Pour l'égalité complète des droits sociaux entre les travailleurs 'nationaux' et étrangers ;

- Pour la régularisation de tous les 'sans-papiers' ;

- Pour l'abrogation des lois anti-immigrés, pour le droit du sol intégral, pour la fermeture des camps de rétention, pour l'abolition de la 'double peine' ;

- Pour la libre circulation de tous ;

- Pour le respect du droit d'asile politique et des droits des réfugiés. »

À bas les lois répressives et antidémocratiques de Vaillant-Sarkozy !

Nous avons déjà dénoncé dans ces colonnes la loi dite « sur la sécurité quotidienne » de Jospin-Vaillant, aggravée en mars dernier par la « loi sur la sécurité intérieure » de Raffarin-Sarkozy. Elles ont créé notamment le délit d' « occupation illicite des parties communes d'un immeuble collectif ». Or la création de ce nouveau délit, loin de rester lettre morte, est bien, comme nous la dénonçons, une arme supplémentaire pour la répression et les provocations policières et judiciaires, notamment contre les jeunes des banlieues. Ainsi, fin juillet, à Roubaix, le jeune Julien a-t-il été condamné à un mois de prison ferme pour avoir stationné avec un autre jeune dans un hall d'immeuble ! Les 25 et 26 août, sept jeunes de 15 à 19 ans ont été arrêtés à Issy-les-Moulineaux pour les mêmes raisons. Enfin, deux adolescents de Bagneux comparaîtront le 22 septembre prochain devant le tribunal correctionnel de Nanterre, risquant jusqu'à 3 mois de prison ferme et 3750 euros d'amende pour ce prétendu « délit ». Ainsi ce gouvernement qui a été incapable d'être présent au moment de la canicule et de prendre des mesures d'urgence pour aider les personnes âgées n'a pas pour autant chômé cet été : il a parfaitement su trouver les moyens pour assurer la « continuité de l'État »... répressif. Car s'il sait laisser mourir les vieux, il sait aussi empêcher de vivre les jeunes ! (L.W.)

L'ONU : INSTITUTION-CLÉ DE L'IMPÉRIALISME (I) (1945-1989)

Pendant toute la période de préparation de la guerre en Irak, et de nouveau récemment après l'attentat du 19 août contre les représentants de l'ONU à Bagdad, les médias et les partis de droite comme « de gauche » (PCF en tête, cf. ci-dessus l'article de Ludovic Wolfgang) n'ont eu de cesse de nous présenter l'ONU comme une institution partisane et garante de la paix, de la démocratie et des droits de l'homme, en un mot comme le « sauveur suprême » pour résoudre les conflits internationaux. Nous allons rappeler ici, dans la première partie d'un article qui se poursuivra dans le

prochain numéro, ce qu'il en est en réalité de cette institution depuis sa naissance, en revenant aussi bien sur son fonctionnement que sur ses actes.

La naissance de l'ONU : garantir le nouveau partage du monde entre la bourgeoisie et la bureaucratie stalinienne

L'ONU est née à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Après six ans de massacres et de génocides sans précédents, les représentants des trois grandes puissances en passe de gagner la guerre, l'URSS, la Grande-Bretagne

et les États-Unis se réunissent à Yalta (Ukraine), en février 1945, pour discuter de la « sécurité internationale ». Staline, Churchill et Roosevelt décident de convoquer une conférence des « Nations Unies » (nom que se donnent « les Alliés » depuis 1941 dans leur guerre contre « l'Axe ») pour le mois de juin 1945.

De cette deuxième conférence, il résulte une « Charte des Nations Unies » dans laquelle les gouvernements de ces États impérialistes et colonialistes (l'Angleterre, notamment, est encore à la tête d'un empire colonial

gigantesque dont elle exploite et opprime les peuples de manière terrible) ou stalinien (Staline est en train de multiplier les déportations de peuples d'un bout à l'autre de l'URSS), se targuent de parler au nom des peuples et se prétendent résolus à « préserver les générations futures du fléau de la guerre » **Erreur! Signet non défini.** et « à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage »...



Mais qu'est-ce qui pousse ces dirigeants guerriers à créer une telle organisation avec ces beaux principes qu'ils vont s'empressement de ne pas respecter ? Ce n'est certes pas le souci de la sécurité des peuples qu'ils oppriment, mais bel et bien l'ordre et la sécurité pour eux-mêmes, pour les catégories sociales qu'ils représentent : la bourgeoisie dominante anglo-américaine, d'un côté, la bureaucratie stalinienne, de l'autre.

En effet au sortir de la Seconde Guerre mondiale, toute la vieille Europe continentale voit s'effondrer les appareils d'État de la bourgeoisie. Le mouvement révolutionnaire des peuples martyrisés fait trembler les bourgeoisies de tous les pays. La bureaucratie qui contrôle l'URSS n'est pas tranquille non plus : le maintien de son pouvoir qui se réclame frauduleusement de la révolution d'Octobre suppose l'endiguement de la montée révolutionnaire, à commencer par l'Europe ; or la classe ouvrière russe a énormément souffert de la guerre : le spectre de 1917 est dans toutes les mémoires.

Il y a donc urgence, et les staliens comme les impérialistes vont préférer faire taire leur concurrence pour le partage du monde, constatant qu'ils ont besoin les uns des autres car leur intérêt contre-révolutionnaire est commun et l'union (contre le prolétariat et les peuples) fait la force. Le plus grave danger de l'heure est en Allemagne, non pas sous la forme du nazisme, mais du prolétariat allemand dont la résurrection politique fait trembler la bourgeoisie mondiale et la bureaucratie stalinienne. En particulier, c'est pour cette raison que

l'aviation anglo-américaine bombarde les villes ouvrières de Berlin, de Hambourg et de Dresde, faisant des centaines de milliers de victimes civiles pour terroriser la population et lui faire comprendre la nature de son futur nouveau maître. Finalement, la division de l'Allemagne est le produit à la fois des intérêts géopolitiques et militaires respectifs des « deux blocs » et de leur crainte commune de voir se reconstituer le prolétariat qui fut avant 1933 le plus puissant et le mieux organisé du monde.

En Grèce, que les Alliés se sont accordés à laisser dans le giron de la Grande-Bretagne, la résistance, pourtant animée par le PC, est désarmée et massacrée par les Anglais avec la complicité active de Staline. En Pologne et en Roumanie, celui-ci installe des gouvernements d'union nationale incluant des monarchistes et des représentants des propriétaires terriens...

Une institution antidémocratique de vainqueurs

Mais l'usage de la force contre les peuples n'est jamais suffisant. Pour assurer leur domination sur le monde, les Alliés veulent fonder leur puissance sur le droit, et la justifier autrement que le simple fait de leur victoire. Ils font donc mine de s'appuyer sur l'aspiration des peuples à la sécurité, à la paix et aux droits de l'homme. Pour que les compromis soient respectés dans le cadre du partage du monde décidé à Yalta, il faut que chacun des principaux concurrents ait voix au chapitre et adopte un règlement commun.

Le « Conseil de sécurité » de l'ONU est son institution majeure, toute-puissante. Or il est composé de quinze membres, mais cinq sont permanents, qui sont les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale : l'URSS, la Grande-Bretagne, les États-Unis, la Chine, auxquels Churchill, le chef du gouvernement anglais d'alors, fait adjoindre la France (certes vaincue en 1940, elle demeure une puissance coloniale, et elle a donc un rôle international à jouer pour participer à l'endiguement de la montée révolutionnaire des peuples qu'elle opprime). Aucun vote sur des questions autres que procéduriers ne peut donner lieu à une décision du conseil s'il n'est pas approuvé par neuf membres de ses membres, dont les cinq permanents : c'est le fameux droit de veto. Ces cinq membres ne peuvent donc jamais être condamnés par

l'ONU, ce qui leur assure que leurs intérêts particuliers seront toujours garantis.

Or le « maintien de la paix » (incluant le « droit » de décider des opérations militaires et des embargos contre n'importe quel pays) est entièrement assumé par le Conseil de sécurité. Les 191 membres de l'ONU qui composent l'Assemblée générale reconnaissent au Conseil de sécurité, d'après l'article 24 de la Charte pour des raisons « d'efficacité », la responsabilité d'agir en leur nom, sans leur en rendre compte d'ailleurs puisque, en ce qui concerne les questions stratégiques, il n'est pas obligé de le faire. L'assemblée générale n'a pas le droit de statuer sur une action concernant le maintien de la paix (article 11). Au vu du chapitre IV de la Charte concernant « les fonctions et pouvoirs » de l'assemblée générale, on s'aperçoit que, en fait de pouvoir, cette assemblée n'en a guère, et de fonctions, elle n'a que celle de discuter, et éventuellement de se renseigner auprès du conseil de sécurité lorsque celui-ci veut bien la mettre au courant. De même, seules les décisions du conseil de sécurité ont « force obligatoire pour les États ». En un mot, il n'y a « aucun contrôle de la légalité des actes du Conseil de sécurité »¹.

L'ONU est donc dirigée par cinq pays permanents qui n'ont de compte à rendre à personne et qui peuvent en revanche faire passer leurs actions pour hautement humanistes. Le fameux « droit international » n'est ainsi que le résultat d'un rapport de force pérennisé par cette institution. Mais qu'en est-il des actes commis par l'ONU depuis 1945 ?

L'ONU et l'État sioniste

Dès 1947-1948, l'ONU bénit et même initie la fondation de l'État d'Israël sur les décombres d'une Palestine entièrement contrôlée par l'impérialisme britannique depuis la fin de la Première Guerre mondiale et où la menace d'un soulèvement révolutionnaire des masses pour leur indépendance est la plus forte du Moyen-Orient. De fait, la région échappait de plus en plus à ses gendarmes habituels, la Grande-Bretagne et la France, et la création de l'État d'Israël est une nécessité pour le maintien de l'ordre impérialiste, qui

¹ Pierre-Édouard Deldique, *Le Mythe des Nations Unies. L'ONU après la guerre froide*, Paris, Hachette, 1994, p. 59.

reçoit une fois encore le total soutien de Staline.

Un des premiers actes de l'ONU est donc la reconnaissance d'un État fondé sur des bases raciales et dont les frontières prévues par l'ONU en 1947 sont immédiatement étendues par la victoire de l'État sioniste (soutenu conjointement par l'impérialisme et l'URSS) contre les Arabes (dont les gouvernements étaient en réalité à la solde des impérialistes, la monarchie jordanienne allant jusqu'à conclure un pacte secret avec Israël) — ce qui n'empêche pas l'ONU de réitérer sa reconnaissance de l'État d'Israël.

Par la suite, 36 résolutions ont été votées par l'ONU au sujet d'Israël, mais toutes sont de pure forme lorsqu'elles prétendent critiquer ou condamner cet État qui viole les droits des Palestiniens. En fait, ces résolutions sont votées uniquement pour faire croire que l'ONU remplit son rôle de défense de la paix et du droit des peuples : aucune n'est respectée par l'État d'Israël, qui piétine allégrement, sans rien risquer, sur le prétendu « droit international » ; C'est le cas par exemple de la résolution du 22 novembre 1967 qui demande le retrait des troupes israéliennes des territoires occupés après la guerre « des Six Jours ». De même, lorsque, en 1982, les Israéliens ont occupé le Sud du Liban, l'ONU, sous la pression des États-Unis, n'a rien fait pour les en empêcher, ouvrant la voie notamment au massacre perpétré dans les camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Shatila.

Une caution aux interventions et aux guerres impérialistes

L'ONU sert en outre de force armée au service direct de l'impérialisme des puissants. Ainsi, dès 1950, pour endiguer les mouvements d'indépendance nationale en Extrême-Orient, notamment en Corée et surtout pour combattre la révolution chinoise, l'impérialisme américain attaque la Corée. Or il peut se prévaloir pour cela du drapeau de l'ONU, au prétexte que la Corée du Nord aggraverait la Corée du Sud, et les troupes qu'il envoie sont aux couleurs de l'institution internationale. Plusieurs résolutions sont votées par le Conseil de sécurité, en l'absence volontaire des représentants de l'URSS, qui craignent eux aussi le développement de la révolution en

Asie¹ ; ces résolutions interdisent de venir en aide à la Corée et demandent aux États membres d'apporter l'aide nécessaire aux États-Unis ; elles ont valeur obligatoire pour tous les membres des Nations Unies. C'est la première guerre impérialiste menée directement par l'ONU, qui sert alors de caution aux États-Unis pour endiguer et réprimer le « péril communiste ».

Quelques années plus tard, en 1960, dans le Congo sous domination belge, l'insurrection populaire est à l'ordre du jour et la province du Katanga, riche de ses diamants, menace de faire sécession et d'échapper à l'impérialisme. Le gouvernement en place fait appel à l'ONU qui envoie pendant six ans une force d'intervention de 20 000 hommes. Une fois encore, l'ONU joue le rôle de bras armé pour couvrir les intérêts des pays les plus riches qui décident ainsi en toute « légalité » du sort de la planète et des peuples.

Devant les agressions des impérialistes ou des staliniens, l'ONU ne fait rien

En revanche, lorsque les intérêts directs des grandes puissances sont en jeu, l'ONU reste muette et inactive, laissant les membres de son Conseil de sécurité agir selon leur bon vouloir. C'est ainsi que, lors du massacre du peuple révolté de Madagascar en 1947, l'ONU ne lève pas le petit doigt pour condamner la répression française, qui fait 100 000 morts. De même, la France peut torturer et massacrer à son aise pendant les guerres d'Indochine et d'Algérie et les États-Unis déverser 13 millions de tonnes de bombes sur le Vietnam pendant douze ans sans rien risquer de la part de l'ONU.

De son côté, la bureaucratie stalinienne, en octobre 1956, peut écraser le prolétariat hongrois qui se révolte contre elle et commence à s'organiser indépendamment des staliniens : le droit de veto de l'URSS soulage d'ailleurs les autres membres du conseil de sécurité, rassurés de voir noyé dans le sang ce début de révolution ouvrière qui aurait pu contaminer d'autres pays ; l'ONU se

¹ Officiellement, l'URSS pratique alors la politique de la « chaise vide » pour protester contre le fait que, après la révolution chinoise de 1949, le siège de la Chine à l'ONU est revenu à la prétendue « Chine nationaliste » de Tchchang-Kaï-Tchek (réduite en réalité à l'île de Taïwan) et non à la « Chine populaire ».

contente de protester et d'adopter de vaines résolutions.

La liste est longue des événements qui ont confirmé la vraie nature de l'ONU : lors de la construction du mur de Berlin comme pour l'invasion de Cuba par des mercenaires de la CIA en 1961, lors de l'invasion de la République dominicaine par les marines américains en 1965 comme durant l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'URSS, lors du renversement d'Allende au Chili le 11 septembre 1973 par les militaires soutenus par la CIA comme pendant l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS en 1979 ou durant l'intervention américaine contre la révolution à Grenade en 1983... l'ONU laisse les impérialistes et les staliniens agir selon leurs intérêts, et leur permet de respecter le précepte : « *Ne mets pas ton nez dans mes affaires je ne mettrai pas mon nez dans les tiennes* ».

Arrêtons-nous encore sur deux exemples particulièrement typiques. Fin 1981 commence une véritable guerre de la bureaucratie stalinienne contre le prolétariat polonais coupable d'avoir créé un syndicat indépendant, « Solidarnosc ». Le Kremlin, avec l'accord tacite de Reagan, donne l'ordre au général Jaruzelski d'agir : celui-ci réprime dans le sang les travailleurs et les militants de Solidarnosc. « *Il n'y a pas d'ingérence extérieure* » déclare simplement le Conseil de sécurité de l'ONU en janvier 1982, pour justifier son inaction ; et, quelques semaines plus tard, la Pologne entre en son sein comme membre tournant.

Pendant les années 1980, les États-Unis s'en donnent à cœur joie : ils utilisent leur veto à tour de bras lorsque l'ONU, parfois, ose estimer du bout des lèvres qu'il est illégal de fomenter des coups d'États en Amérique du Sud : la contre-révolution armée contre les sandinistes du Nicaragua en 1979 et les minages de ports par les Américains sont seulement déplorés par des résolutions leur demandant gentiment de bien vouloir « *s'abstenir* » d'intervenir « *directement ou indirectement, ouvertement ou discrètement* » dans tout pays d'Amérique Centrale et des Caraïbes...

Jusqu'en 1989, l'ONU n'est ainsi qu'une institution au service du maintien de l'ordre mondial édifié à la fin de la Seconde Guerre mondiale sur la base du « partage du monde » entre les puissances impérialistes et l'URSS.

Dès sa naissance, elle a permis aux bourgeoisies des pays les plus puissants comme à la bureaucratie stalinienne de donner une couverture légale à leurs rapines et autres interventions contre le prolétariat et les peuples en lutte pour leur émancipation. Constamment, elle a permis de sceller l'accord explicite ou

tacite entre les États-Unis et l'URSS qui dominaient alors la planète, et leur a laissé les mains libres pour agir à leur guise chacun dans son coin, en s'abstenant d'intervenir lorsque l'un des deux « Grands » était au cœur d'un conflit ou même agresseur d'un autre pays.

La fonction de l'ONU va évoluer après la chute du mur de Berlin en 1989 et l'effondrement de l'URSS, sans changer pour autant sa nature.

(À suivre.)

Paul Lanvin

AFRIQUE

COMMENT LE JOUG ET LE PILLAGE DE L'IMPÉRIALISME EMPÊCHE LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Quarante ans après l'essentiel du processus dit de décolonisation, le continent africain reste totalement soumis à la domination impérialiste. C'est la conséquence de la collaboration avec les puissances impérialistes, depuis l'issue des guerres de libération nationale, des classes dominantes « compradores » : bourgeoisies autochtones, essentiellement commerçantes, plus ou moins atrophiées par le colonialisme, et résidus de l'aristocratie pré-coloniale (propriétaires fonciers). En effet, elles ne pouvaient pas mener à bien les tâches d'émancipation nationale contre l'impérialisme sans risquer de voir remettre en cause leur propre domination sur les classes laborieuses. Effrayées par la poussée des masses qui avaient obligé les puissances coloniales à abandonner leur domination directe, elles ont donc préféré la collaboration avec l'impérialisme, tout en maintenant un discours appelant à l'union nationale, justifiant ainsi dans la majorité des pays des régimes de parti unique, voire de dictature militaire. Au besoin, quand la poussée révolutionnaire des masses avait été trop forte, ces nouveaux régimes, se prévalant du socialisme, avaient bénéficié du soutien des bureaucraties stalinienne (qu'elle soit de Moscou, appuyant le régime contre-révolutionnaire de Mengistu en Éthiopie après la mise à bas du régime impérial d'Hailé Sélassié en 1974, ou de Pékin, soutenant la dictature de Mobutu au Zaïre à partir de 1965) : le mot d'ordre mis avant par les partis staliens de « révolution nationale démocratique et populaire », justifiant la collaboration de classes au nom de la révolution par étapes, ont désarmé la classe ouvrière et la paysannerie pauvre dans leur combat contre les classes dominantes pour la réalisation des tâches nationales-démocratiques de rupture

avec les puissances coloniales et des tâches proprement socialistes. Les pays ayant acquis leur indépendance formelle sont donc restés dans les rapports de domination économique hérités du colonialisme : la mainmise des entreprises occidentales sur les ressources naturelles (principalement minières) de ces pays n'a pas été remise en cause, l'agriculture reste centrée autour de monocultures d'exportation en lieu et place de cultures vivrières, ce qui provoque régulièrement des famines dans des pays continuant à exporter (comme le montre l'exemple de l'Afrique australe récemment) et maintient le continent sous la dépendance du marché sinistré des produits agricoles.

Le non-paiement de la dette : revendication centrale pour la rupture avec l'impérialisme

Le problème aujourd'hui écrasant de la dette prend naissance également au lendemain de la création des « États indépendants », dans les années 1960 et 1970. Les banques occidentales ont proposé alors à ces États, au nom de « l'aide au développement », des prêts à taux faibles. Il s'agissait du moyen trouvé par l'impérialisme américain pour juguler l'inflation qu'aurait provoquée un retour massif sur le sol américain des dollars alors investis en Europe (suite au plan Marshall). À cette partie privée de la dette s'ajoute une partie publique (ou bilatérale) : là encore, loin de prétendues aides, il s'agissait pour les États impérialistes de trouver des débouchés pour leur production au moment de la crise de surproduction ouverte par le choc pétrolier de 1973 : des prêts à bas taux étaient accordés aux pays pauvres, qui en contrepartie devaient importer des marchandises provenant du pays créancier.

Le mécanisme infernal de la dette et le rôle du FMI

Jusqu'au début des années 1980, les prêts se multiplient et les pays pauvres accumulent les dettes, qu'ils peuvent alors encore rembourser. C'est alors que se produit le tournant, avec la décision de l'administration américaine de multiplier par quatre les taux d'intérêts, dans le but d'attirer des capitaux aptes à relancer l'économie américaine en crise. La dette, qui était liée à ces taux américains, s'en trouve ainsi mécaniquement augmentée. Les gouvernements africains, ne voulant pas rompre avec l'impérialisme, doivent donc exporter de plus en plus massivement pour emmagasiner les devises nécessaires aux services de la dette. C'est le cercle vicieux : les cours des matières premières exportées chutent sur le marché mondial, rendant la rentrée de devises étrangères de plus en plus difficiles. Ainsi, le coton, la ressource principale en Afrique de l'Ouest (sa culture emploie par exemple le quart de la population du Burkina Faso et représente 40% des revenus d'exportation de ce pays), a vu son cours diminuer de 2,6 \$ à 1,1 \$ par kilogramme entre 1980 et 2000. De même, dans beaucoup de pays d'Afrique de l'Est, où c'est le café qui tient ce rôle de monoculture d'exportation, son cours a chuté de 4,1 \$ à 0,6 \$ par kilogramme dans la même période.

C'est alors que se dissipe toute illusion sur l'indépendance formelle des pays victimes de la dette. Ne pouvant plus trouver de devises pour la rembourser, les États dominés par l'impérialisme se tournent vers le Fonds Monétaire International (FMI), seul bailleur de fonds qui accepte de prêter encore aux pays endettés. Mais c'est là le moyen d'une totale mise

sous tutelle de ces économies par l'impérialisme à travers cette institution. Les conditions pour les prêts du FMI, connues sous le nom de Plans d'Ajustement Structurel (PAS), sont en effet drastiques et désastreuses pour les populations. L'espace alloué aux monocultures d'exportation gagne encore sur celui réservé aux cultures vivrières, condamnant l'Afrique au sous-développement économique et, dans de nombreux pays, à des vagues incessantes de famine qui ravage les populations. En outre, le budget des services publics non directement rentables (santé, éducation) est largement revu à la baisse, avec des licenciements à la clé ; ainsi, à la fin des années 1990, les services sociaux ne représentent plus que 10% du budget des États africains, contre 40% destinés au service de la dette. Quant au secteur public susceptible de dégager de la plus-value (énergie, transport, grands domaines agricoles nationalisés à l'indépendance...) il est largement privatisé, avec ouverture totale aux capitaux étrangers. Ainsi, 2700 entreprises publiques ont été privatisées en Afrique depuis la mise en œuvre des PAS ; dans des secteurs comme ceux de la distribution de l'eau et de l'électricité, les multinationales françaises Bouygues, Vivendi et Suez se partagent l'essentiel du marché. Les « missions de service public » ne sont souvent plus assurées : les tarifs augmentent, la population est peu desservie (en Guinée-Conakry, seuls 35% de la population urbaine et 1% de la population rurale ont accès au réseau électrique) ou par intermittence (ainsi, les coupures d'électricité se multiplient au Cameroun depuis la cession de cette activité à l'entreprise américaine AES en juillet 2001). Les prêts accordés en échange de ces mesures servilement appliquées par les gouvernements africains constituent la part multilatérale de la dette.

En même temps que les populations s'enfoncent dans le dénuement, la dette continue donc de se creuser, d'autant plus que son montant dépend toujours des décisions impérialistes (en 1993, les pays de la zone CFA ont ainsi vu le poids de leur dette multiplié par deux du fait de la décision conjointe du FMI et du gouvernement Balladur de dévaluer le franc CFA). La situation des pays africains étouffés par la dette est sans issue : alors que la dette extérieure de l'Afrique subsaharienne était de l'ordre de 50 milliards de dollars en 1980, elle s'élève aujourd'hui à 210 milliards de dollars, malgré le

remboursement de 400 milliards de dollars durant cette période.

Aujourd'hui encore, comme depuis quarante ans, les pays créanciers jurent la main sur le cœur qu'ils se préoccupent de l'avenir des populations africaines avec la mise en place de l'initiative « Pays Pauvres Très Endettés » (les « PPTE » comprenant essentiellement des pays africains, dont le Sénégal, le Rwanda, le Mozambique, le Cameroun, le Bénin, le Ghana...). Il s'agit en fait d'un simple rééchelonnement de la part bilatérale et multilatérale de la dette (ce qui est du bon sens économique de la part des créanciers, qui permettent ainsi aux débiteurs d'être en mesure de les rembourser indéfiniment). Tout cela s'accompagne de nouveaux diktats du FMI tout en se révélant indolore pour les créanciers : l'essentiel de la dette des pays dominés est concentré non pas dans ces pays les plus pauvres, mais dans ce qu'on appelle les « géants du Tiers-Monde » (Brésil, Argentine, Indonésie...), et la diminution, entre 2000 et 2001, du coût du service de la dette des « PPTE » de 3,1 à 2,3 milliards de dollars est à comparer aux 157 milliards de dollars versés par l'Amérique du Sud en 2001 au titre de ce même service de la dette.

Loin donc des légendes impérialistes et médiatiques sur la prétendue « aide au développement », l'Afrique est aujourd'hui exportatrice nette de capitaux vers les pays impérialistes, tant la dette qu'ils lui font payer est importante. Et la croissance continue du Produit intérieur brut (PIB) africain, supérieure à 3% depuis plusieurs années, n'empêche pas que les « Indicateurs de Développement Humain » (reposant sur le revenu par habitant, l'espérance de vie, la scolarisation et l'alphabétisation) des pays africains restent parmi les plus bas du monde. Ainsi, sur une population totale de 750 millions d'habitants, 300 millions d'Africains vivent aujourd'hui dans l'extrême pauvreté officielle et 400 millions n'ont pas accès à de l'eau saine. Dans les 34 « Pays les Moins Avancés » du monde, 87% de la population vit avec moins de 2 \$ par jour. Quant à l'espérance de vie, elle recule brutalement dans les pays d'Afrique australe, à cause du SIDA (qui tue 2,5 millions de personnes par an sur tout le continent), mais aussi du paludisme (900 000 morts par an), sans parler des guerres ; il est ainsi prévu que l'espérance de vie chute de 30 ans (de

65 à 35 ans environ) dans les cinq prochaines années au Zimbabwe et au Botswana, et elle est déjà passée sous la barre des 40 ans dans sept pays.

Les peuples d'Afrique n'ont rien à espérer des actions de leurs gouvernements auprès des pays impérialistes en vue d'alléger ou d'humaniser la dette. Toute lutte pour la rupture avec l'impérialisme et pour la prospérité en Afrique ne peut que passer par l'exigence du non-paiement de la dette.

L'Union Africaine, dernière née des institutions compradores

Les bourgeoisies africaines, qui ne peuvent définitivement pas satisfaire ces mots d'ordre, s'attachent à trouver de nouveaux moyens pour empêcher les masses d'accéder à leurs revendications démocratiques, économiques et sociales. Après l'Organisation de l'Unité Africaine, née en 1963 sur les concepts de panafricanisme et d'unions nationales (signifiant dans les faits partis uniques, voire dictatures militaires, le tout sous domination impérialiste), la nouvelle organisation continentale, l'Union Africaine (UA), a été proclamée à Durban (Afrique du Sud) en juillet 2002. Cette institution, qui prétend prendre pour modèle l'Union européenne, est et restera bien sûr absolument incapable de développer un réel marché commun et une quelconque intégration économique panafricaine. Aujourd'hui, il n'existe pas de marché entre pays africains : l'essentiel des échanges commerciaux extérieurs des pays africains se fait avec les puissances impérialistes (exportations de matières premières et importations de produits manufacturés) et non avec les autres pays du continent ; or cet état de fait est intrinsèquement lié au joug impérialiste. Outre les déclarations d'intentions, la seule initiative de l'UA dans le domaine économique se résume donc à la promotion du NEPAD (Nouveau Partenariat Pour le Développement de l'Afrique). Présenté comme une initiative africaine autonome (il a été porté devant le G 8 en 2001 par les présidents sud-africain, nigérian, algérien, égyptien et sénégalais), ce plan est en réalité une nouvelle réponse servile aux injonctions du FMI. Il s'agit en effet d'encourager les Investissements Directs Etrangers (IDE) dans quatre secteurs prioritaires : les infrastructures,

l'agriculture, l'éducation et la santé. C'est donc une nouvelle accélération des privatisations dans ces secteurs (processus déjà bien entamé depuis le début des plans d'ajustement structurels, avec ses conséquences désastreuses pour les usagers et travailleurs de ces secteurs) qui est à l'ordre du jour, avec la part du lion offerte aux puissances impérialistes.

En fait, le point central des préoccupations de la nouvelle Union Africaine semble être celui de la sécurité et de la prévention des risques. Les classes dominantes en Afrique, contrairement aux populations, ont besoin des IDE, qui leur fournissent les fonds avec lesquels se nourrissent leurs régimes. Mais, en même temps qu'elles contribuent à les provoquer, les entreprises occidentales redoutent les guerres civiles qui font

peser des risques quant à leur retour sur investissement. D'où le rôle de l'UA en tant que cartel des chefs d'États africains : on se dirige vers la création d'unités d'intervention destinées à protéger les États membres de tout risque d'instabilité, c'est-à-dire d'asseoir le pouvoir de la clique dirigeante, que ce soit face à une poussée des masses ou face à l'irruption d'une clique rivale. Toutefois, ces intérêts communs des chefs d'États en place se heurteront sans doute à la compétition de plus en plus forte entre impérialistes (principalement entre les États-Unis et les anciennes puissances coloniales comme la France) pour l'acquisition des ressources africaines. Les exemples de la récente intervention militaire française au Congo (dans la région minière des Grands Lacs), ou

du positionnement des Américains en Afrique de l'Ouest par l'intermédiaire de bandes armées entre le Libéria et la Côte d'Ivoire, laissent présager que les populations africaines seront toujours davantage les victimes des rivalités inter-impérialistes à venir.

Il n'y a et il n'y aura aucune autre perspective, jusqu'à ce que, en relation étroite et organisée avec les classes ouvrières des métropoles impérialistes, elles prennent en main leur propre destin pour rompre avec le talon de fer de la dette, du FMI et de l'impérialisme, et avancent ainsi dans la voie du socialisme qui *seule* leur permettra de s'émanciper économiquement et socialement.

Frédéric Traille

HISTOIRE

PROBLÈMES DE LA RÉVOLUTION CHINOISE (III) : DE L'ÉCRASEMENT DE LA DEUXIÈME RÉVOLUTION (1927) À LA VICTOIRE DE LA TROISIÈME (1949)

Comme nous l'avons vu dans le dernier numéro du Cri des travailleurs, la classe ouvrière organisée est écrasée en 1927 par les troupes nationalistes de Tchang-Kaï-Tchek et de son parti, le Kuomintang (KMT). Le mouvement ouvrier est disloqué, ses dirigeants et militants sont assassinés par milliers. Cette défaite sanglante de la seconde révolution chinoise est la conséquence fatale de la soumission politique et organique du parti communiste chinois (PCC) à ce parti bourgeois, soumission imposée par l'Internationale communiste dirigée par la clique Staline-Bouhkarine. Victimes de la répression, la plupart des communistes chinois survivants abandonnent les villes pour se réfugier dans les campagnes, renonçant bientôt totalement à organiser la classe ouvrière (deux millions de prolétaires sont alors concentrés dans les grands centres industriels) pour se tourner vers la seule paysannerie. Néanmoins, la politique que menait ce parti, entre 1927 et 1937, continua de suivre exactement les directives venues de la bureaucratie stalinienne depuis Moscou : tournant gauchiste brutal, avec implantation de « bases rouges » et de « soviets » à la campagne à partir de 1928 ; virage droitier à 180 degrés à partir de 1937, nouvelle alliance avec la bourgeoisie et le KMT dans le cadre d'un Front populaire, au nom de la

guerre nationale contre le Japon impérialiste envahisseur — le PCC abandonnant de nouveau toute lutte de classe contre la bourgeoisie nationale au profit d'une union sacrée et d'un nationalisme oublieux du socialisme.

La décennie de Nankin (1927-1937) : la dictature de Tchang-Kaï-Tchek

Après la conquête de la majeure partie de la Chine par les troupes nationalistes, Tchang-Kaï-Tchek instaura sa dictature, fondée sur le parti unique (KMT), le culte de la personnalité (Tchang-Kaï-Tchek se fit appeler « le Gemo », le généralissime), l'embrigadement de la jeunesse dans les « Chemises bleues » et un recours réactionnaire à la religion confucianiste. Ce bonapartisme de type fasciste permit d'organiser une lutte systématique et efficace contre les communistes et le mouvement ouvrier (constitution de « syndicats » officiels, intégrés à l'État et financés par lui, dont les bureaucrates étaient nécessairement membres du Kuomintang et auxquels les ouvriers des grandes entreprises étaient obligés d'adhérer ; il subsistait quelques syndicats clandestins, sans cesse pourchassés et réprimés).

En même temps, le régime dit « de Nankin », du nom de la ville où le

gouvernement de Tchang-Kaï-Tchek était installé, tenta une modernisation économique du pays, réalisant notamment l'unification administrative, douanière et monétaire de la Chine et faisant appel à des capitaux étrangers : ces investissements doublèrent entre 1911 et 1936, ce qui permit la croissance du réseau ferré et routier, ainsi que l'émergence de compagnies aériennes civiles à capitaux mixtes, allemands surtout. Il en résulta un certain désenclavement de la Chine, mais la modernisation restait relative, le pays demeurant arriéré économiquement et toujours rural dans une proportion écrasante (la classe ouvrière ne représentait encore qu'1 % de la population totale du pays). En matière de politique agricole, on n'enregistra que très peu de progrès au cours de cette période, hormis la réalisation de quelques travaux hydrauliques.

La crise économique gagna la Chine dès 1931, crise à laquelle vinrent s'ajouter des catastrophes naturelles entraînant de graves famines. Un déficit budgétaire chronique, dû aux dépenses improductives du régime (pour l'armée en particulier), frappait l'économie chinoise. Le gouvernement bureaucratique de Tchang-Kaï-Tchek était d'ailleurs corrompu jusqu'à l'os.

L'implantation rurale du PCC : le choix de la paysannerie, l'abandon de la classe ouvrière

Après la défaite de 1927, le PCC se transporta dans les campagnes, dans une zone de collines peu accessible. Il tenta encore d'organiser deux soulèvements militaires contre le régime de Tchang-Kaï-Tchek (à Nang Chang au Sud de la Chine en août 1927 et lors de l'insurrection dite « de la Moisson d'Automne » en septembre de la même année), puis il abandonna toute tentative de reprendre contact avec les villes et la classe ouvrière. Cessant ainsi définitivement d'être un parti ouvrier, il devint un appareil politico-militaire s'appuyant sur la paysannerie, bureaucratisé à l'extrême, des comités locaux permanents de quelques personnes détenant l'essentiel du pouvoir, bientôt sous la direction de Mao-Tsé-Toung (ancien bibliothécaire de l'Université de Shanghai et seul dirigeant originaire de la campagne — il était né dans le Hunan dans une famille de la moyenne paysannerie et avait été à ce titre chargé dès 1923-1924 des affaires paysannes).

À partir de 1928, le PCC mit sur pied une « armée rouge », bientôt forte de 10 000 hommes environ, composée de paysans, d'anciens bandits et de déserteurs de l'armée nationaliste et avec laquelle il réussit à conquérir quelques zones rurales. Là où il s'implanta, il mena une politique progressiste de réformes : ouverture d'écoles, lutte contre les traditions paysannes obscurantistes (opium, jeux, pieds bandés, inégalité des sexes...) et surtout réforme agraire (confiscation des terres des grands propriétaires fonciers et redistribution aux petits paysans). Des « soviets » locaux, en réalité des organismes larges entièrement contrôlés par le parti, furent institués. Le 7 novembre 1931 fut même proclamée la République soviétique chinoise, avec Mao comme président ; elle contrôlait environ dix millions de personnes dans les provinces centrales du pays, le Hunan et le Jiangxi ; le parti, quant à lui, comptait bientôt jusqu'à 300 000 membres.

Mais les attaques militaires très violentes lancées par le gouvernement central de Tchang-Kaï-Tchek contre ces implantations communistes se multipliaient ; ce furent notamment, entre 1931 et l'automne 1934, les « cinq campagnes d'éradication », menées avec des moyens considérables — notamment des

avions de chasse —, et qui finirent par obliger les communistes à évacuer toutes leurs bases et à fuir ; alors commença la « Longue Marche ».

La « Longue Marche » (octobre 1934-octobre 1935)

110 000 partirent (90 000 soldats et 20 000 civils environ) ; seuls 10 000 arrivèrent à Yanan, au nord-ouest de la Chine, où ils s'arrêtèrent pour planter une petite base communiste. Pendant le parcours, une bonne moitié des soldats avait déserté, une autre partie avait péri. Car la « Longue Marche », une traversée du pays sur plus de 12 000 kilomètres, avait rencontré de nombreux obstacles : le climat, l'hostilité d'une partie des populations face à ce qu'elles considéraient comme des envahisseurs, les attaques nationalistes de l'armée nationale... Le parti perdit non seulement ses bases rurales, récupérées par le régime de Tchang-Kaï-Tchek, mais encore la plupart de ses militants, réduits à 40 000 à peine en 1936.

Mais la Longue Marche eut deux conséquences importantes : d'une part, l'autorité de Mao-Tsé-Toung en sortit considérablement affermie, il devint le dirigeant incontesté du parti, le comité central reconnaissait désormais ses thèses : reconstruire avant tout un parti paysan. D'autre part, la propagande menée tout au long du chemin contribua à populariser le programme du parti auprès de la paysannerie.

La Chine dans la guerre contre le Japon (juillet 1937-août 1945)

Après le début de la guerre sino-japonaise, le PCC adopta un nouveau virage : la tactique du Front populaire (alliance des PC avec une partie de la bourgeoisie), qui était la ligne prônée par Moscou dans divers pays. L'armée impériale japonaise, très supérieure militairement, était en train de conquérir une partie de la Chine (les côtes et même quelques régions de la Chine centrale), au prix d'une violence et d'une barbarie inouïes. Au nom de la lutte contre l'impérialisme japonais, le PCC fit alors une nouvelle alliance avec Tchang-Kaï-Tchek et son régime bourgeois de type fasciste, qui avait écrasé le prolétariat dans le sang à peine dix ans plus tôt, et pourchassait impitoyablement les communistes la veille encore¹.

¹ En décembre 1936, Tchang-Kaï-Tchek avait été enlevé par l'un de ses propres généraux qui ne le libéra qu'à une

Pour consolider cette union sans principe, Mao et les dirigeants du PCC rangèrent totalement le drapeau de la révolution socialiste et se prononcèrent pour la réalisation d'une phase dite « démocratique-bourgeoise » de la révolution, en collaboration avec la bourgeoisie nationale anti-japonaise et contre la fraction de la bourgeoisie collaborationniste qui mit en place le régime de Wang-Jin-Wei à l'Est du pays pour mieux servir l'envahisseur japonais. Le PCC alla jusqu'à refuser désormais de réaliser immédiatement la « réforme agraire », afin de ne pas effrayer la bourgeoisie, et jusqu'à se prononcer en faveur du développement d'un « capitalisme à caractère progressiste » pour « contribuer à l'amélioration des conditions de vie du peuple ». C'était à nouveau, comme au temps du premier rapprochement avec le Kuomintang, dans les années 1920, l'« alliance des quatre classes » : paysannerie, classe ouvrière, classes moyennes, capitalistes nationaux (« non collaborateurs »). En un mot, le parti confirma et justifia son abandon définitif de toute perspective socialiste révolutionnaire, au profit d'un nationalisme à peine réformiste. Encore Mao n'alla-t-il pas jusqu'à fusionner purement et simplement ses forces armées avec celles du Kuomintang, comme le voulait Staline. De ce point de vue, il parvint à maintenir une certaine autonomie par rapport à Moscou, qui d'ailleurs méprisait ses camarades chinois (les « communistes de margarine »). Au cours de cette période qui s'acheva avec la capitulation japonaise de 1945 face aux États-Unis, le nombre d'adhérents du PCC progressa jusqu'à 1,2 millions en 1945, recrutés presque exclusivement dans la paysannerie, qui était soucieuse de défendre sa terre contre l'envahisseur japonais et qui haïssait par ailleurs le régime de Tchang-Kaï-Tchek, car celui-ci l'avait opprimée et pillée pendant des années pour entretenir son propre parasitisme despote, et lui avait refusé la réforme agraire que le PCC lui promettait au contraire... pour l'après-guerre.

La guerre civile et la prise de pouvoir par le PCC (1946-1949)

Dans la lutte contre les troupes japonaises, l'armée nationaliste avait ménagé ses forces pour mieux pouvoir

condition : changer radicalement de politique et à la guerre civile contre les communistes substituer la guerre anti-impérialiste contre les Japonais.

se retourner contre les « communistes » le moment venu — c'est déjà ce qu'elle avait fait dans les années 1920, s'alliant pour un temps avec le PCC pour ensuite le réprimer de manière sanglante. Cependant, le régime de Tchang-Kaï-Tchek se trouvait après la défaite japonaise dans une situation désastreuse : l'inflation galopante achevait de ruiner l'économie déjà ravagée par huit années de guerre et ce gouvernement était totalement discrédité aux yeux de la population et de l'armée elle-même, dont les soldats désertaient en masse, souvent pour rejoindre les armées du PCC. La situation était mûre pour une prise de pouvoir par le PCC, dont le prestige ne cessait de croître parmi les paysans.

Or, tout à leur idéologie du « bloc des quatre classes », les dirigeants du PCC hésitaient. C'est que Staline multipliait les pressions, alors même que le pouvoir était à portée de main, pour que le PCC collaborât « loyalement » avec Tchang-Kaï-Tchek, afin d'établir un régime soi-disant « démocratique », en poursuivant le front populaire. Pourtant, les dirigeants du PCC ne pouvaient tout de même pas se rendre à cette extrémité, tant les masses en armes faisaient de leur côté une pression plus forte encore pour que le PCC prît le pouvoir, garantît la souveraineté nationale et réalisât les promesses qu'il leur avait faites, notamment la réforme agraire (de fait, dès 1947, le PCC fut poussé, dans les régions qu'ils contrôlait, à réaliser un début de réforme agraire). L'État bourgeois de Tchang-Kaï-Tchek était dans une situation de telle

décomposition que les troupes du PCC ne pouvaient que l'emporter. Fin 1948-début 1949, l'Armée de libération populaire vainquit à la bataille de Huai-Huai, et le 1^{er} octobre 1949, Mao proclama la République populaire de Chine.

Au cours de cette guerre civile qui l'opposa aux troupes de Tchang-Kaï-Tchek et vit sa victoire se rapprocher à grandes enjambées, le PCC, à la tête d'une armée paysanne, ne tenta à aucun moment de s'appuyer sur la classe ouvrière, en l'appelant à se soulever. Tout au contraire, dans les villes où se constituèrent spontanément des comités ouvriers enthousiasmés par l'arrivée de « l'armée de libération nationale » dans laquelle ils plaçaient tous leurs espoirs pour se débarrasser du régime honni de Tchang-Kaï-Tchek, les chefs du PCC les supprimèrent rapidement et de manière systématique. Ils avaient une méfiance fondamentale à l'égard de la puissance révolutionnaire de la classe ouvrière, dont il s'était totalement coupé pendant plus de vingt ans et dont les aspirations sociales anti-capitalistes risquaient de perturber le programme à peine réformiste du PCC. De fait, la prise de pouvoir de 1949 par l'appareil du parti appuyé sur la paysannerie ne déboucha nullement sur la mise en place d'un État ouvrier. Le PCC ne mit nullement en avant la ligne de la dictature du prolétariat appuyée par les paysans pauvres, pour réaliser tout à la fois les tâches nationales que la bourgeoisie avait été incapable de mettre en œuvre (notamment la réforme agraire) et les revendications proprement socialistes. Au contraire, il isola la classe ouvrière,

réprima les tentatives de reconstruction d'un mouvement ouvrier authentique et développa une ligne prônant la « révolution par étapes » et l'alliance avec la bourgeoisie nationale qui reconnaissait la légitimité du nouveau régime... ce que les capitalistes firent sans hésiter pour être sûrs de garder le contrôle de leurs usines.

(À suivre.)

Laura Fonteyn